



La paix des armes dans le Nord de Kalehe

**STABILISATION,
DÉMOBILISATION ET
RECONFIGURATION
CONTINUE DES
GROUPES ARMÉS**

**Alexis Bouvy
Stanislas Bisimwa
Eric Batumike**

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

REMERCIEMENTS

Les auteurs du rapport voudraient remercier l'équipe de recherche du GEC-SH ; Koen Vlassenroot, Emery Mudunga et David Newbury pour leurs commentaires pertinentes sur le rapport ; et Christoph Vogel pour sa lecture attentive et sa rédaction du rapport.

AUTEURS

Alexis Bouvy est un consultant indépendant chez C-Lever.org. Il travaille en recherches, analyses et dans la transformation des conflits à l'est de la RDC depuis quinze ans.

Eric Batumike Banyanga est un historien et chercheur avec le Groupe d'Étude sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH) à Bukavu. Il spécialise en sécurité et histoire anthropologique.

Stanislas Bisimwa Baganda est psychologue et chercheur avec le Groupe d'Étude sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH) à Bukavu). Il fait des recherches sur les dynamiques de conflit au Congo depuis sept ans.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot
Directeur de recherche : Christoph Vogel
Responsable de projet et formation : Michel Thill
www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia
Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa
www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker
www.gicnetwork.be

PUBLISHING

Éditorial : Lee Gillette
Traduction : Martial Elfi Kashori
Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



La paix des armes dans le Nord de Kalehe

**STABILISATION,
DÉMOBILISATION ET
RECONFIGURATION
CONTINUE DES
GROUPES ARMÉS**

**Alexis Bouvy
Stanislas Bisimwa
Eric Batumike**



Sommaire exécutif

Le présent rapport analyse la situation sécuritaire dans le nord de Kalehe, une région caractérisée non seulement par la présence de groupes armés, notamment le CNRD rwandais, les Mai-Mai Kirikicho, Nyatura Kalume et divers Raia Mutomboki, mais aussi par la présence quasi-inexistante des forces militaires gouvernementales. Trois évolutions majeures ont marqué l'année 2019 : l'arrivée du CNRD à Kalehe et les opérations militaires contre ce dernier, le retour des Mai-Mai Kirikicho et des Nyatura Kalume à Ziralu, et le fiasco de la démobilisation des Raia Mutomboki. L'analyse révèle toutefois que ces bouleversements sécuritaires ne sont que les derniers d'un cycle de reconfiguration du paysage conflictuel du nord de Kalehe au cours des 25 dernières années, et que des enjeux politiques se dissimulent derrière la présence de groupes armés. Les stratégies des groupes armés pour exercer leur autorité dans un contexte de différents ordres politiques concurrents sont détaillées dans le présent rapport. Il illustre la manière dont la présence des groupes armés s'entrecroise avec les enjeux politiques plus larges, alors que leur présence ravive les griefs et tensions entre les communautés (ce qui est le cas avec le CNRD) ou redéfinit certains réseaux de patronage.

Lors des élections de 2018 et de la transition politique, les groupes armés ont été au cœur d'un opportunisme politique intense de la part de certains entrepreneurs politiques et leaders communautaires. La politique électorale et les opportunités de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) ont été utilisées par les groupes armés, des leaders communautaires et entrepreneurs politiques pour promouvoir leurs propres intérêts. Pour atteindre un impact significatif, il est donc nécessaire que la dimension politique des groupes armés et les dynamiques plus globales du conflit soient intégrées dans les efforts de DDR et de stabilisation. Il s'agit notamment de dépolitiser la nouvelle commission interprovinciale de DDR et de promouvoir une nouvelle approche qui évite les anciennes conceptions techniques et individuelles afin d'adopter un DDR inclusif, collectif et communautaire qui donne aux communautés et (anciens) combattants un rôle non pas de simples bénéficiaires mais de véritables parties prenantes qui ont leur mot à dire dans l'orientation et la mise en œuvre de l'approche.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 CONTEXTE DU CONFLIT DANS LE NORD DE KALEHE	11
2.1 L'héritage conflictuel de la période coloniale	11
2.2 « Migrants » contre « autochtones »	14
2.3 Les guerres du Congo et les insuffisances des solutions d'après-guerre	16
3 LA PAIX DES ARMES: UNE RECONFIGURATION CONTINUE DES GROUPES ARMÉS	19
3.1 Le retour des Mai-Mai Kirikicho et Nyatura Kalume à Ziralò	21
3.2 Le CNRD s'installe dans le nord de Kalehe	23
3.3 Les opérations militaires contre le CNRD et d'autres groupes armés	27
3.4 Le fiasco des efforts de DDR dans le nord de Kalehe	29
Le fiasco de la démobilisation de Ngubito : un cas typique de manque de préparation du DDR	29
La démobilisation de Shukuru et Butachibera à Bunyakiri	31
4 LA POLITIQUE DES GROUPES ARMÉS DANS LE NORD DE KALEHE	32
4.1 Les groupes armés et l'exercice du pouvoir	33
Mai-Mai Kirikicho : un « chef coutumier » en quête du soutien de la communauté	34
Nyatura Kalume : racket violent dans le nord de Kalehe	37
Le CNRD : isolement et infiltration de la population locale	38
4.2 Groupes armés, conflits et politique : une influence réciproque	39
La présence du CNRD et la recrudescence des tensions intercommunautaires	40
Les élections, la transition et la politique des groupes armés	41
5 LES RISQUES ET OPPORTUNITÉS POUR LE DDR ET LA STABILISATION	44
5.1 L'expérimentation d'une nouvelle approche de stabilisation	45
Contexte de l'approche révisée du programme STAREC/ISSSS	45
Le programme STAREC/ISSSS dans le nord de Kalehe : les projets IRF	46
5.2 La politisation du DDR à venir	48
6 CONCLUSION	51
7 BIBLIOGRAPHIE	54

Le présent rapport analyse les récentes dynamiques de sécurité et du conflit dans la région nord du territoire de Kalehe au Sud-Kivu jusqu'en novembre 2019. Il est principalement axé sur les Hauts Plateaux de Kalehe et le groupement de Ziralo dans la chefferie de Mubuku, où la situation sécuritaire actuelle a été baptisée « la paix des armes ». Ce terme émique fait référence à une situation sécuritaire de type « ni guerre, ni paix », très volatile, dans la mesure où de nombreux groupes armés occupent et contrôlent des portions de territoires et ont tendance à plus ou moins soumettre et remplacer les autorités étatiques locales. Un observateur local a fait remarquer que dans de telles situations de « paix des armes », « tout peut changer à tout moment ». Si la paix des armes a prédominé dans la majeure partie de l'année 2019 malgré des changements considérables et la présence de nouveaux groupes armés dans la région, elle a certainement été perturbée vers la fin novembre 2019 lorsque l'armée nationale (Forces armées de la République Démocratique du Congo, FARDC) a lancé des opérations militaires contre la rébellion du Conseil national pour la restauration de la démocratie (CNRD) d'origine rwandaise, un groupe dissident des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), dans les Hauts Plateaux de Ziralo. Le rapport se concentre sur trois évolutions clés qui ont reconfiguré le paysage des groupes armés en 2019 et participé de ce contexte de « la paix des armes » :

- L'arrivée du CNRD dans les Hauts Plateaux de Ziralo (et les opérations FARDC menées contre ce groupe) ;
- Le retour des Mai-Mai Kirikicho, ainsi que de la faction Nyatura de Kalume à Ziralo ; et
- Les tentatives (sans succès) de démobilisation de plusieurs factions Raia Mutomboki.

Ces évolutions ne sont que la suite la plus récente d'un continuum ou d'un cycle de reconfigurations du paysage des groupes armés dans le nord de Kalehe, qui remonte au début des années 1990, lorsque les groupes armés locaux ont commencé à se mobiliser dans un contexte de tensions communautaires liées au foncier et au pouvoir. En d'autres termes, si la situation sécuritaire actuelle dans le nord de Kalehe peut sembler nouvelle, les dynamiques qui ont conduit à cette reconfiguration sont bien ancrées. Cette reconfiguration de la dynamique du conflit dans le nord de Kalehe semble sans fin, et ce depuis un quart de siècle. Ce rapport considère donc ces évolutions dans une perspective à long terme, avec un contexte détaillé des dynamiques historiques du conflit et de la sécurité à Kalehe dans le premier chapitre.

L'arrivée des rebelles rwandais du CNRD (une faction dissidente issue des FDLR en 2016) dans le nord de Kalehe en mars 2019 est sans aucun doute l'évolution sécuritaire récente la plus importante. Si elle a déclenché une opposition farouche, particulièrement au sein de la communauté Tembo, elle n'a pas donné lieu à des affrontements avec d'autres groupes armés, et ce en dépit de la présence de groupes Raia Mutomboki bien connus pour leurs invectives contre les rebelles rwandais. La cohabitation entre le CNRD, les autres groupes armés et la population locale a été particulièrement calme, voire collaborative. Toutefois, un changement radical de la situation s'est produit le 26 novembre 2019 lorsque les FARDC ont lancé une opération militaire contre le CNRD. Bien que les éléments CNRD aient fui dans plusieurs directions, des centaines de combattants et leurs dépendants (réfugiés civils) ont été capturés par la population locale et les groupes Raia Mutomboki, puis livrés aux FARDC et rapatriés au Rwanda.

Au cours de l'année 2019, le CNRD n'a pas été le seul groupe armé à revenir dans le nord de Kalehe. En début d'année 2019, Kirikicho Mwanamayi, un vétéran chef Mai-Mai de l'ethnie Tembo, est également revenu à Ziralo, avec son allié Matias Kalume Kage, un chef Nyatura local, après avoir passé plusieurs années dans la zone voisine d'Ufamandu dans le Sud de Masisi (Nord-Kivu). Le retour de Kirikicho et Kalume constitue la deuxième évolution clé récente en matière de sécurité dans la région. Il a entraîné un changement majeur dans la présence des groupes armés et la dynamique sécuritaire, qui étaient plus ou moins sous le contrôle des autorités étatiques depuis 2017,

notamment depuis que le groupe Mai-Mai de Raymond Kabishula, basé à Ziralo et connu sous le nom de Ngubito, est spontanément retourné à la vie civile en tant que « Volontaires », bien qu'il n'ait pas cédé ses armes.

Enfin, si les groupes armés ont renforcé leur emprise sur le nord de Kalehe en 2019, une troisième évolution clé en matière de sécurité a consisté en plusieurs tentatives de démobilisation par les anciens groupes Raia Mutomboki et Mai-Mai, tels que Ngubito, Shukuru et Butachibera. Certes, la volonté de démobilisation de ces groupes s'explique en grande partie par le résultat des récentes élections nationales, et le nouveau président, Félix Tshisekedi, a exprimé son désir de pacifier l'Est de la RDC, mais les tentatives de démobilisation n'ont pas été couronnées de succès car elles étaient mal préparées et n'ont pas été prises au sérieux par le gouvernement. Le deuxième chapitre du présent rapport est consacré à ces évolutions liées à la sécurité.

Le rapport va au-delà de la description de la reconfiguration la plus récente des groupes armés dans le nord de Kalehe et développe une analyse de ce que nous appelons la « politique des groupes armés » dans un contexte de « ni guerre, ni paix » (ou situation de la paix des armes) au niveau local et un paysage politique en pleine mutation au niveau national, notamment suite à la transition politique à Kinshasa et à la reconfiguration politique concomitante des réseaux de patronage. Dans cette optique, nous nous intéressons d'abord à la manière dont les groupes armés font valoir leur autorité sur les territoires et les populations dans le contexte d'un environnement socio-politique concurrentiel dans lequel de nombreux acteurs revendiquent une part d'autorité. Si la présence de groupes armés traduit généralement un affaiblissement des autorités locales (étatiques et coutumières), nous identifions et analysons quelques différences essentielles dans les stratégies des groupes armés pour imposer et exercer leur autorité sur les territoires et les populations qu'ils contrôlent. Nous démontrons que chaque situation est unique, car elle conduit à un *modus vivendi* spécifique ou à un accord de ni guerre ni paix entre les groupes armés, les autorités locales et la population dans son ensemble. Deuxièmement, nous analysons comment la présence de groupes armés fournit également de nouvelles opportunités aux civils, en particulier aux leaders communautaires et aux entrepreneurs politiques, pour réaffirmer leur influence, et donc remodeler les réseaux de patronage existants dans lesquels les groupes

armés sont intégrés.¹ Ceci est d'autant plus vrai que les politiciens de tous bords ont dû se positionner par rapport à la mise en place d'un nouveau régime en 2019. Les diverses tentatives de démobilisation des groupes armés à Kalehe en 2019 ont été marquées par cette dynamique politique. Dans le même ordre d'idées, nous examinons également de quelle manière les groupes armés interagissent avec les dynamiques plus larges de conflit entre les communautés. Le troisième chapitre développe cette analyse politique de la dynamique des groupes armés.

Les évolutions sécuritaires de 2019 dans le nord de Kalehe sont inscrites dans un contexte spécifique caractérisés par des dynamiques de conflit qui sont structurelles et s'établissent sur le long terme. Premièrement, la région du nord de Kalehe est extrêmement isolée, du fait qu'aucune route ne permette d'accéder à ses forêts et à ses Hauts Plateaux. Deuxièmement, depuis de nombreuses années, la présence de l'État, et surtout celle de l'armée nationale, est particulièrement faible, voire inexistante, dans le nord de Kalehe et surtout dans la zone de Ziralo. Le retrait des éléments des FARDC en 2019, qui a vidé la zone de toute présence militaire, a de nouveau permis aux groupes armés d'occuper de nouveaux territoires dans le nord de Kalehe. Troisièmement, les causes historiques profondes du conflit restent des moteurs importants de la dynamique du conflit et de sécurité jusqu'à présent. Les conflits fonciers et de pouvoir entre les communautés locales, en particulier entre les communautés soi-disant « autochtones » (Tembo) et les communautés rwandophones, continuent d'alimenter des accusations et récits antagonistes de part et d'autre. Chaque incident est réinterprété sous l'angle d'une compétition aigüe entre les Hutu, les Havu et les Tembo pour le contrôle du territoire et du pouvoir à Kalehe. La violence et la mobilisation des groupes armés ont été alimentées par ces causes profondes du conflit depuis le début des années 1990. Le retour des réfugiés Tutsi qui avaient fui le nord de Kalehe en 1994 est un autre enjeu susceptible de raviver le conflit et la mobilisation armée. Dans le premier chapitre du rapport, un aperçu historique du conflit est présenté afin de mieux situer les dynamiques récentes à l'œuvre dans le nord de Kalehe.

Enfin, le chapitre 4 examine les interventions récentes visant à rétablir la paix et la stabilité dans le nord de Kalehe. Dans ce chapitre, une attention

¹ Notre analyse de la politique des groupes armés s'inspire de l'argument développé dans Hoffmann et al. 2016 ; Hoffmann & Vlassenroot 2014.

particulière est accordée aux projets de stabilisation (appelés IRF1 et IRF2, pour *Immediate Response Fund*) mis en œuvre par un consortium d'organisations internationales et congolaises de 2014 à 2018, dans le cadre de la nouvelle approche de stabilisation menée par le Programme gouvernemental de stabilisation et de reconstruction de l'Est de la RDC (STAREC) et son équivalent international, la Stratégie internationale de soutien à la stabilisation et à la sécurité (ISSSS). Le chapitre analyse également les opportunités et défis auxquels est confrontée la nouvelle commission interprovinciale de DDR qui a été créée en grande partie grâce à ces projets de stabilisation.

Dans chacun des quatre chapitres du présent rapport, c'est surtout l'importance de la longue durée de la politique de (dé)mobilisation armée et d'insécurité dans le territoire de Kalehe qui est mise en avant. Nous soutenons que les groupes armés, y compris les groupes étrangers, n'évoluent pas de manière isolée de leur contexte social et politique, mais qu'ils sont plutôt profondément ancrés dans les réseaux de patronage et les dynamiques sociales, politiques et économiques qui se jouent du niveau local au niveau national et régional. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les groupes armés n'ont pas disparu mais sont seulement entrés dans un cycle de reconfiguration qui paraît perpétuel au cours des 25 dernières années, dont les changements sécuritaires observés en 2019 ne représentent que la dernière incarnation. De ce fait, nous soutenons qu'aucune opération militaire, ni aucun effort de DDR ou de stabilisation, n'aura de résultats positifs sans tenir compte du caractère très politique et inextricable des groupes armés et des dynamiques de conflit dans cette région.

Ce rapport résulte de travaux de recherche menés sur le terrain pendant 12 jours au nord de Kalehe, plus précisément à Minova, Numbi, Shanje, Chambombo, Tushunguti, Lumbishi et Bukavu, par deux chercheurs associés en octobre 2019. Au cours de cette recherche de terrain, 30 entretiens et discussions de groupe ont été menés avec 57 acteurs de la région et membres des communautés, y compris des membres de groupes armés tels que Kirikicho. Trois entretiens supplémentaires ont été réalisés à Goma. Les données recueillies au cours de la recherche de terrain ont été analysées et discutées collectivement lors d'un atelier de trois jours à Bukavu, avec les chercheurs et d'autres collègues.

Contexte du conflit dans le nord de Kalehe

Ce premier chapitre traite et développe les différentes caractéristiques du contexte des conflits dans le Nord Kalehe. Il présente d'abord le contexte géographique et culturel de la région dans une perspective historique, puis montre comment les autorités coloniales ont profondément réorganisé les sociétés locales de cette région aux niveaux administratif et politique, ce qui a préparé le terrain pour les tensions et conflits qui ont suivi. Il expose ensuite la manière dont ces tensions locales de longue date se sont amplifiées dans les années 1990 et ont dégénéré en une guerre régionale à la suite du génocide des Tutsis au Rwanda et du début des guerres du Congo. Un dernier paragraphe est consacré aux insuffisances des accords de paix et des solutions d'après-guerre, qui ont contribué à la présence continue de groupes armés dans le nord de Kalehe jusqu'à présent.

2.1 L'héritage conflictuel de la période coloniale

Pour comprendre la dynamique actuelle du conflit, il est essentiel de connaître l'histoire de la région de Kalehe, car certains des clivages actuels remontent à l'époque (pré)coloniale.² Avant l'époque coloniale, le nord du territoire de Kalehe pouvait être divisé en deux zones culturelles distinctes séparées par les Monts Mitumba : à l'est, le lac Kivu, où les cultures lacustres se sont développées ; à l'ouest, la forêt du bassin inférieur du fleuve Congo où

² Le contexte historique du conflit au Sud-Kivu et à Kalehe a été abordé dans plusieurs rapports et articles. Voir APC 2009 ; APC & Life & Peace Institute 2012 ; Vlassenroot 2013 ; Hoffman et al. 2016.

la chasse et la cueillette se sont développées et où la mobilité des populations était importante. Ainsi, les « communautés locales » de l'ouest n'étaient pas tant fondées sur le pouvoir politique que sur la cohérence rituelle. En effet, les communautés Batembo à l'ouest des Monts Mitumba étaient divisées en six unités distinctes, avec une interaction considérable entre elles et peu de structure hiérarchique.

Lorsque les colons sont arrivés au 20^e siècle, la région était constituée de six communautés, chacune avec un mwami, une autorité rituelle représentant l'identité communautaire. Du nord au sud, ces entités Tembo comprenaient Bufumandu (aujourd'hui au Nord-Kivu), Ziralo, Mubugu, Buloho et Kalima ; la sixième communauté Tembo, située à l'ouest de Ziralo, était Walowa-Loanda (dans l'actuel district de Walikale).³

Les débuts de la violence et de la résistance armée dans la région remontent au milieu du 19^e siècle, d'abord en relation avec les commerçants de la côte Est à la recherche d'esclaves, puis avec l'incorporation forcée des habitants locaux dans le système économique colonial, notamment par la pratique du travail forcé.⁴ Au-delà de cette violence, deux interventions clés des autorités coloniales ont eu de lourdes conséquences sur l'avenir de la dynamique du conflit dans le nord de Kalehe. La première a été la réorganisation des structures politiques de Kalehe, à travers laquelle les Belges cherchaient des moyens de gouverner la population locale. Avec une politique administrative consistant à créer de grandes entités administratives appelées chefferies ou secteurs, les Belges ont incorporé divers chefs Tembo dans la chefferie de Havu, les plaçant sous l'autorité du mwami (chef) Havu.⁵ Ainsi, l'organisation administrative future de la région, qui deviendra plus tard le territoire de Kalehe, a été façonnée par cette décision. De ce fait, elle a marginalisé les autorités coutumières Tembo dans l'exercice du pouvoir local. À la suite de cette décision, et dans le courant des discussions et agitations qui menèrent à l'indépendance du Congo en 1960, les chefs Tembo s'organisèrent pour revendiquer leur propre entité politique. Ces revendications Tembo déclenchèrent à leur tour la résistance des chefs Havu, car une entité politique

³ Discussion personnelle avec David Newbury.

⁴ Voir Hoffmann & Vlassenroot 2014, p. 206.

⁵ Voir Hoffmann & Vlassenroot 2016, pp. 14-15.

Tembo les priverait de la majeure partie de ce qui est aujourd'hui le territoire de Kalehe. Cette revendication politique des Tembo a été formulée plus tard à travers la revendication du territoire de Bunyakiri.

Lorsque l'AFDL est arrivée à Kalehe en 1996, en direction de Kisangani et Kinshasa, Laurent-Désiré Kabila n'a réussi à rallier la communauté Tembo qu'après avoir fait la promesse aux chefs Tembo qu'ils obtiendraient leur propre territoire de Bunyakiri après la victoire de l'AFDL. Ce n'est que sur cette base que ces derniers ont accepté de rejoindre un mouvement qu'ils considéraient avec beaucoup de méfiance car il comptait dans ses rangs de nombreux rwandais et congolais rwandophones. Si plus tard, pendant la guerre du RCD, les Tembo ont surtout rejoint le mouvement Mai-Mai sous la direction du général David Padiri Bulenda, et se sont opposés à toute ingérence du Rwanda ou des rwandophones dans les affaires congolaises, c'est le RCD-Goma (une rébellion soutenue par le Rwanda) et non l'AFDL, qui a officiellement créé le territoire de Bunyakiri (avec le territoire de Minembwe), dans le but de rallier la population locale à sa cause en rapprochant l'administration de la population. Le territoire de Bunyakiri a été aboli à la suite de l'accord de paix de 2003, en dépit de la résistance des Tembo, et la population de Bunyakiri a été replacée (du moins de manière officielle) sous l'autorité du territoire de Kalehe, qui reste largement perçu comme étant sous l'influence du leadership Havu.⁶

En effet, lors de la campagne électorale de 2018, la revendication du territoire de Bunyakiri a refait surface, non pas sous la forme d'un message ouvert des candidats Tembo, mais plutôt lors de réunions à huis clos des chefs Tembo. C'est au sein de la mutualité tembo appelée *Buuma bwa Batembo* que les leaders Tembo discutent des questions liées au positionnement politique de leur communauté, parmi lesquelles figure en première place la question du territoire de Bunyakiri. Les leaders Tembo poursuivent l'élaboration de stratégies visant à influencer la manière dont le processus de décentralisation est mis en œuvre à Kalehe et Bunyakiri et à plaider pour plus d'autonomie

⁶ Le bureau administratif du territoire de Kalehe se trouve à Kalehe, près du lac Kivu, à une journée de route de Bulambika, le centre de Bunyakiri dans la chefferie coutumière des Havu.

et de reconnaissance politique. Les revendications des Tembo pour plus d'autonomie se sont toujours heurtées à l'opposition farouche des chefs Havu. Dans un contexte récent de transition politique et de négociations autour des postes politiques à Kalehe, les leaders Havu se sont opposés à la nomination de leaders Tembo à certains postes politiques et ont affirmé qu'ils ne se sentaient pas suffisamment représentés. Si les revendications d'autonomie politique des Tembo remontent à plus d'un demi-siècle, il est peu probable qu'elles disparaissent de sitôt. La question, cependant, est de savoir comment et dans quelle mesure un accord peut être trouvé entre les différents dirigeants de Kalehe, en particulier les Havu et les Hutu.

2.2 « Migrants » contre « autochtones »

Les autorités coloniales ont introduit une deuxième réorganisation socio-politique cruciale : la migration de ressortissants rwandais vers le Nord et le Sud-Kivu, qui a commencé dans les années 1930 à Masisi, les autorités coloniales étant à la recherche de main-d'œuvre pour les plantations. Cette migration s'est étendue dans les Hauts Plateaux de Kalehe au cours des années 1950, où des plantations coloniales existaient également, puis s'est poursuivie après l'indépendance, lorsque des réfugiés rwandais fuyant les troubles politiques et ethniques au Rwanda se sont installés à Masisi ou à Kalehe. Cette migration a eu un impact démographique important dans les Hauts Plateaux de Kalehe, où les Banyarwanda sont devenus majoritaires dans la plupart des régions qu'ils occupaient. Plus tard, ils ont revendiqué l'autonomie politique vis-à-vis des chefs coutumiers des communautés autochtones dont ils dépendaient pour l'accès à la terre et à qui ils étaient obligés de payer un tribut. Une vive opposition est apparue à l'encontre de ces revendications. Les tensions entre les Banyarwanda et les autres communautés du Nord et du Sud-Kivu se sont intensifiées dans les années 1980, lorsqu'une nouvelle loi plus restrictive sur la nationalité (1981) a remis en question la nationalité des Banyarwanda et leurs droits civils, politiques et fonciers dans ce qui était le Zaïre à l'époque.

La Conférence nationale souveraine (CNS) de 1991 et le recensement des nationaux qui s'en est suivi ont constitué un tournant décisif dans ces

tensions ; les rwandophones se sont violemment opposés au recensement. Se sentant de plus en plus menacées, les communautés ont alors commencé à s'armer : la MAGRIVI (Mutualité des agriculteurs des Virunga), initialement une association d'agriculteurs Hutu, a aidé à organiser des milices Hutu, tandis que les communautés dites autochtones (Hunde, Nyanga, Tembo) ont créé des milices locales appelées Katuko et Batiri.⁷ La première escalade de la violence s'est produite en 1993 à Ntoto, dans le territoire de Walikale, lorsque des Banyarwanda ont été attaqués par des milices locales sur un marché. Elle s'est rapidement propagée sur le territoire de Masisi dans des combats interethniques à grande échelle, et sur Kalehe.⁸

Des territoires ethniquement homogènes ont été créés à Kalehe à la suite de violences interethniques. Autrefois, les Tembo et les Banyarwanda vivaient ensemble : les Tembo des Hauts Plateaux se sont enfuis dans la région de Bunyakiri (Bulambika, Bitale) tandis que les Banyarwanda sont restés dans les Hauts Plateaux. A cette époque, les Banyarwanda refusaient de payer les redevances coutumières aux chefs Tembo de Ziralo et plaidaient pour leur propre entité coutumière. Les chefs coutumiers Havu étaient plus disposés à accepter les revendications d'autonomie des Banyarwanda, dans le but d'assurer leur propre autorité sur le groupement Ziralo, qui était jusqu'à présent sous l'autorité des chefs Tembo. Le mwami Havu Raymond Sangara a donc reconnu l'existence du groupement Numbi pour les Banyarwanda à condition que ces derniers reconnaissent l'autorité de la chefferie de Buhavu et paient le tribut coutumier au mwami Havu. Le chef de Ziralo, un chef coutumier Tembo, a souffert de ce « transfert » d'autorité d'une partie importante du groupement Ziralo vers la chefferie de Buhavu, en perdant le contrôle de cinq collines contenant d'abondants gisements minéraux. Bien que le contrôle de Buhavu sur Numbi n'ait jamais été officiellement reconnu par les autorités provinciales et nationales, et qu'il se heurte à l'opposition des chefs Tembo, il demeure le statu quo jusqu'aujourd'hui. Si les chefs Tembo continuent de s'opposer au contrôle de Mwami Sangara sur le village de Numbi, l'équilibre des forces n'est pas en leur faveur, car le Mwami Sangara, ancien dignitaire du RCD, a distribué de grandes étendues de terre à d'anciens

⁷ Voir APC 2009, pp. 16-19.

⁸ Voir Hoffmann et al. 2016.

magnats du RCD, des officiers militaires, des hommes d'affaires et d'autres hommes forts nationaux contre lesquels les chefs Tembo n'avaient aucun moyen de faire valoir leurs revendications. Cet exemple est une illustration de la manière dont la politique de patronage, par opposition aux dispositions légales de l'État, a été utilisée dans le nord de Kalehe comme un moyen de consolider des intérêts particuliers. En retour, cela a contribué à enraciner le sentiment anti-Banyarwanda parmi les Tembo, mais aussi à renforcer le ressentiment des Tembo envers les Buhavu.

2.3 Les guerres du Congo et les insuffisances des solutions d'après-guerre

La dynamique de la violence armée dans le nord de Kalehe a été alimentée par l'arrivée dans l'Est du Congo de plus d'un million de réfugiés rwandais (Hutu) en 1994, lorsque les anciens combattants des FAR traversèrent la frontière et contribuèrent à la militarisation des communautés locales, en particulier des Hutu congolais de Kalehe qui se rallièrent à leurs homologues rwandais. Cela a eu pour principale conséquence la fuite au Rwanda des familles Tutsi qui habitaient les Hauts Plateaux de Kalehe, laissant les terres qu'elles occupaient à des voisins ou les cédant à bas prix. Aujourd'hui encore, le retour de ces réfugiés Tutsi rencontre une vive opposition au sein de la population et suscite des invectives anti-Tutsi et anti-Rwandais, et ce pour deux raisons : premièrement, le nombre de réfugiés qui seraient autorisés à revenir est une question ouverte et a fait l'objet d'exagérations et de manipulations politiques, faisant craindre une nouvelle invasion rwandaise ; deuxièmement, les occupants des terres abandonnées par les réfugiés n'ont aucun intérêt à les restituer aux anciens propriétaires.

La militarisation des communautés locales de Kalehe a été renforcée par les deux guerres du Congo, qui ont favorisé le développement des groupes Mai-Mai, qui ont d'abord rejoint l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) (1996-97), et s'opposèrent ensuite à la rébellion du RCD (1998-2003) en raison de son soutien par le Rwanda, tandis que la plupart des Banyarwanda ont rejoint le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) afin de garantir leur nationalité congolaise et renforcer leur

autonomie vis-à-vis des communautés soi-disant autochtones. L'animosité entre les communautés s'est donc intensifiée au cours des guerres, avec les affrontements entre belligérants auxquels se mêlèrent la violence ethnique au sens large. Les guerres du Congo ont été un exemple typique de la manière dont les dynamiques régionales de la guerre et la violence ont été réappropriées par les acteurs locaux pour développer de nouvelles alliances et favoriser des objectifs partisans, qu'ils soient communautaires ou personnels.

L'accord de paix de Sun City de 2003 était à bien des égards un accord de ni guerre ni paix, en raison des faiblesses liées à sa mise en œuvre. L'intégration des anciens commandants et miliciens rebelles dans une armée nationale professionnelle et intégrée s'est avérée difficile et délicate, tandis que la réintégration dans la vie civile n'offrait souvent que peu de perspectives économiques pour empêcher les anciens combattants de retourner dans la brousse. De plus, les guerres ont exacerbé les causes profondes des conflits (le foncier et le pouvoir), causes qui n'ont jamais été abordées par l'accord de paix, pas plus que l'animosité entre les communautés, notamment entre les soi-disant autochtones et les rwandophones. En dépit du lourd bilan civil, aucun processus de justice transitionnelle n'a jamais été mis en œuvre après les guerres du Congo. Enfin, et surtout, la démocratie électorale initiée avec les élections de 2006 n'a pas réussi à transformer la nature clientéliste, néo-patrimoniale et corrompue de la gouvernance au Congo. Au contraire, l'ère Kabila a intensifié le caractère largement patrimonial et prédateur de l'État.

Ni l'accord de paix de 2003 et les autres accords de paix, tels que la Conférence de paix de Goma, le Programme Amani et l'accord de paix du 23 mars 2009, ni les nombreuses opérations militaires visant à neutraliser les groupes armés, n'ont réussi à démanteler les milices au Nord et Sud-Kivu. Le gouvernement de Joseph Kabila ayant perdu de plus en plus de légitimité, de nombreux groupes Mai-Mai des Kivu sont passés du discours anti-Kigali à une critique du pouvoir de Kinshasa. Aujourd'hui encore, cette situation de ni guerre ni paix perdure dans de nombreuses régions de l'Est du Congo : les groupes armés se sont de plus en plus fragmentés depuis 2013 (et la disparition du Mouvement du 23 mars, ou M23), formant un paysage militarisé plus complexe, avec des groupes armés plus petits qui gagnent en autonomie et favorisent des alliances éphémères et volatiles entre eux. Plusieurs groupes armés

locaux et étrangers sont restés actifs dans le nord de Kalehe et Bunyakiri, comme les Mai-Mai Kirikicho, le groupe dirigé par le Colonel « 106 » (un ancien chef Mai-Mai qui a rejoint l'armée en 2012 et a été condamné pour crimes de guerre en 2014), et les FDLR. Si chacun de ces groupes contrôlait son propre territoire, ils préféreraient souvent collaborer plutôt que de se faire la guerre. Il arrivait même que les relations entre ces groupes armés et les FARDC soient plutôt pacifiques, certains officiers des FARDC préférant le dialogue aux opérations militaires pour tenter de les rallier aux programmes de DDR ou de DDRR.⁹ La situation a pris une autre tournure en 2012 lorsque le phénomène Raia Mutomboki a été déclenché à Bunyakiri, chassant les FDLR ainsi que Kirikicho et les Nyatura Kalume de la région.¹⁰

⁹ Voir Life & Peace Institute 2006.

¹⁰ Voir Hoffmann et al. 2016.

La paix des armes:

une reconfiguration

continue des groupes armés

La dynamique sécuritaire du nord de Kalehe a connu de nombreux changements en 2019 qui ont entraîné une reconfiguration de la présence et des relations des groupes armés. Le retour des Mai-Mai Kirikicho et des Nyatura Kalume, en coalition, à Ziralo (Nord-Kalehe) début 2019, mais aussi l'arrivée du CNRD dans les Hauts Plateaux de Kalehe, qui a fusionné les unités séparées du CNRD d'Itombwe et de Masisi, ont constitué les principales évolutions. Si ce « retour de nouveaux groupes armés » dans la région de Ziralo illustre un renforcement de l'emprise des groupes armés sur le nord de Kalehe, d'autres groupes armés ont donné suite aux appels à la démobilisation lancés par le président Tshisekedi. C'est notamment le cas de Raymond Kabishula « Ngubito », chef d'un groupe Mai-Mai établi de longue date à Ziralo, ainsi que de Shukuru et Butachibera, deux chefs Raia Mutomboki de Bunyakiri, qui se sont temporairement rendus avec des effectifs importants.

Ces évolutions n'ont pas donné lieu, pendant la majeure partie de l'année 2019 et jusqu'au lancement en novembre des opérations militaires des FARDC contre le CNRD, à des affrontements entre groupes armés ou impliquant l'armée (à l'exception d'un affrontement entre les FARDC et le CNRD dans une zone minière), malgré les tensions et l'opposition entre les nouveaux arrivants, le mouvement Raia Mutomboki dans son ensemble et les communautés (plus particulièrement les Tembo). Les groupes armés ont en effet préféré la cohabitation et la collaboration : les Nyatura Kalume ont par exemple contribué à tisser des liens entre Kirikicho et le CNRD. Les parties prenantes, qu'il s'agisse des leaders communautaires, des autorités provinciales, des commandants des FARDC ou de la MONUSCO, ont joué un rôle

important dans l'apaisement des tensions et ont mis en garde les groupes Raïa Mutomboki désireux d'attaquer le CNRD, dans la crainte générale que la confrontation n'entraîne un bain de sang dans les populations civiles. Cette situation de « ni guerre, ni paix », mais hautement volatile et imprévisible, a été qualifiée par les interlocuteurs de « paix des armes », une situation où « tout est possible » et « tout peut changer à tout moment », ce qui signifie qu'une confrontation armée et des attaques contre les civils peuvent avoir lieu à tout moment.

En effet, cette situation de paix des armes est assez courante dans le nord de Kalehe, car cela fait plus de vingt ans que de multiples groupes armés se déplacent, collaborent, se battent et cohabitent avec les communautés locales. Kirikicho, par exemple, est un chef Mai-Mai actif depuis le début des années 1990. À ce propos, un observateur congolais a plaisanté : « Kirikicho est-il revenu à Ziralo ? En fait, il n'a jamais quitté Ziralo, mais a simplement pris des vacances à Waloaloanda, dans le Masisi voisin, où il a fait alliance avec les Mai-Mai Kifuafua de Delphin [Mbaenda] ». Quant au CNRD, son arrivée ressemble à l'occupation historique de certaines parties de Ziralo et de Bunyakiri par les FDLR jusqu'à leur expulsion violente par les Raïa Mutomboki en 2012.

Les principales évolutions sécuritaires de 2019 sont présentées dans le présent chapitre, qui présente la manière dont elles ont reconfiguré le paysage sécuritaire du nord de Kalehe sous forme d'une paix des armes. Ce paysage a encore été reconfiguré par le lancement d'opérations militaires contre le CNRD et d'autres groupes armés en novembre 2019, ce qui a provoqué la fuite du CNRD vers Kalonge et dans le parc national de Kahuzi-Biega. Ces opérations militaires se déroulèrent dans un contexte de rapprochement entre la RDC et le Rwanda, et dans le cadre de prétendus préparatifs d'opérations militaires régionales contre des groupes armés locaux et étrangers dans les Kivu et l'Ituri impliquant potentiellement les armées de quatre pays voisins — des préparatifs et discussions qui restèrent finalement sans effet fin 2019. Compte tenu de ces évolutions, la perturbation militaire de la situation de paix des armes au nord de Kalehe reflète des dynamiques similaires dans d'autres régions du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri.

3.1 Le retour des Mai-Mai Kirikicho et Nyatura Kalume à Ziralo

Le groupe Mai-Mai Kirikicho, qui porte le nom de son chef Tembo, Kirikicho Mirimba Mwanamayi, est le groupe Mai-Mai le plus ancien de Bunyakiri, et l'un des plus anciens de l'ensemble des Kivu.¹¹ Kirikicho a commencé sa carrière militaire en 1992 dans les groupes Katuko qui se mobilisaient parmi les jeunes Tembo et Nyanga à Kalehe et Walikale pour contrer la MAGRIVI, une milice Hutu visant à défendre les droits fonciers des populations rwandophones dans ces régions (voir chapitre 1). Si Kirikicho a refusé de rejoindre l'AFDL en raison de l'influence rwandaise dans cette rébellion, il a joué un rôle majeur au sein du mouvement Mai-Mai, plus structuré, dirigé par le général Padiri, qui s'est opposé à la rébellion du RCD soutenue par le Rwanda, et a été le S3 (chargé des opérations) des Mai-Mai pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003).¹² Kirikicho a résisté à de nombreuses tentatives de démobilisation ou d'intégration dans l'armée nationale, notamment en 2003 et 2008. Le fief de Kirikicho est Tushunguti, dans le groupement de Ziralo. Kirikicho peut être décrit comme un chef Mai-Mai extrémiste et imprévisible. Il est le plus ancien chef Mai-Mai Tembo, et certainement l'un des commandants les plus résilients de la région.

Après l'échec d'une énième tentative de négociation d'un accord avec le gouvernement en vue de son intégration dans l'armée en 2012, Kirikicho a commencé à perdre le soutien des leaders de sa communauté, du fait que ses éléments harcelaient la population et étaient de plus en plus perçus comme un fardeau inutile pour la population. Le phénomène des Raia Mutomboki s'est alors enraciné à Bunyakiri et, avec lui, un agenda anti-rwandophone et anti-FDLR s'est développé dans la communauté. Les Raia Mutomboki ayant chassé les FDLR de Bunyakiri, Kirikicho, qui avait autrefois collaboré avec les FDLR, a dû faire face à une montée de résistance. À la mi-2014, des affrontements eurent lieu entre son groupe et les factions Raia Mutomboki ainsi que Ngubito,¹³ ce qui a forcé Kirikicho à quitter Ziralo. Il s'est déplacé

¹¹ Voir <https://kivusecurity.org/about/armedGroups> (consulté le 22 novembre 2019).

¹² Voir Mulimbi 2014.

¹³ Voir Radio Okapi, <https://www.radiookapi.net/actualite/2015/08/03/sud-kivu-plus-de-5-000-menages-de-deplaces-beneficient-des-semences-ziralo> (consulté le 21 novembre 2019) et les entretiens réalisés à Bukavu et Bunyakiri en octobre 2019.

au Nord-Kivu où il avait des liens avec les Mai-Mai Kifuafua à Waloaloanda (Walikale) et Ufamandu (Masisi).

Les Raia Mutomboki ont également expulsé les Nyatura Kalume, qui occupaient une partie de la région de Lumbishi. Ces derniers ont rejoint l'alliance de Kirikicho et des Kifuafua. Si les milices Mai-Mai et Hutu étaient autrefois alliées au sein du PARECO (Patriotes Résistants Congolais), qui a combattu le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda entre 2006 et 2009,¹⁴ les groupes Mai-Mai et Nyatura sont généralement hostiles entre eux. Matias Kalume Kage, le chef des Nyatura Kalume, était un commandant du PARECO jusqu'en 2009, date à laquelle il a rejoint l'armée nationale. Déçu par le grade qui lui avait été attribué, il a fait défection après le processus de régimentation des FARDC et est retourné dans son village natal de Lumbishi pour lancer son propre groupe Nyatura.¹⁵

Des dissensions internes au sein du groupe Kifuafua (entre Delphin Mbaenda et ses anciens adjoints Shalio et Maachano) ont contribué à mettre fin à l'alliance avec Kirikicho, qui perdit à nouveau son contrôle et son influence. En compagnie de Kalume, il a donc décidé de retourner à Ziralo pour préparer l'intégration de leurs groupes dans l'armée. Entre-temps, leurs groupes ont fusionné dans le but de faire valoir leurs revendications pour obtenir des grades dans l'armée et d'autres avantages lors des négociations : Kirikicho, un général autoproclamé et le chef rebelle le plus connu de la région, est devenu le commandant de la coalition et Kalume son adjoint. Toutefois, tous deux ont conservé une autonomie importante par rapport à l'autre, et il semble que leur alliance n'ait pas survécu aux opérations militaires contre le CNRD en novembre 2019.

Une préparation minutieuse du retour des deux groupes a été faite avec le concours des leaders communautaires locaux et leur retour a été annoncé aux membres des FARDC déployés à Ziralo. Ainsi, vers la fin de l'année 2018,

¹⁴ Le PARECO était une large coalition de groupes armés issus des communautés Hunde, Hutu, Nyanga et Tembo, les Hutu ayant fourni la majeure partie de la force armée de la coalition. Pour plus d'informations sur le PARECO, voir Stearns 2013.

¹⁵ Voir Kivu Security Tracker, <https://kivusecurity.org/about/armedGroups> (consulté le 22 novembre 2019).

Kirikicho et Kalume sont tous deux rentrés pacifiquement à Tushunguti, et un seul affrontement avec le groupe Ngubito a eu lieu, au début du mois de novembre 2018.¹⁶ À ce moment-là, le groupe Ngubito était appelé « les Volontaires » à Ziraló, ce qui signifie qu'ils étaient intégrés à la vie civile et cultivaient généralement leurs terres, mais qu'ils gardaient toujours des armes chez eux, prêts à intervenir. L'absence de tout processus formel de DDR a contribué à brouiller la distinction entre civils et membres des milices dans la région.

Alors qu'ils discutaient des modalités d'intégration de l'armée avec les membres des FARDC basés à Ziraló, Kirikicho et Kalume ont bénéficié d'un retrait soudain des militaires, car des renforts de troupes étaient nécessaires dans les Hauts Plateaux de Minembwe et d'Uvira au début de l'année 2019, où des affrontements se sont déclenchés entre les Mai-Mai de groupes armés soi-disant « autochtones » (Fuliuro, Bembe et Nyindu) et les Banyamulenge (Tutsi du Sud-Kivu), impliquant des groupes armés étrangers et des pays voisins. Le résultat est que les FARDC déployées à Ziraló en 2017 après des années d'absence dans la zone, sont reparties, créant un vide militaire bénéfique aux groupes armés locaux. Kirikicho et Kalume ont saisi cette opportunité pour se réinstaller et Kalume s'est redéployé à Lumbishi en mars 2019, lui permettant ainsi d'avoir plus d'autonomie vis-à-vis de Kirikicho.

3.2 Le CNRD s'installe dans le nord de Kalehe

L'arrivée du CNRD dans les Hauts Plateaux de Kalehe a constitué la deuxième évolution majeure de l'année 2019, un événement d'une importance capitale dans un contexte de tensions profondes entre les rwandophones et autres communautés du nord de Kalehe. L'occupation longue et parfois brutale de Bunyakiri par les FDLR a laissé de sérieux griefs contre le groupe rwandais parmi les populations locales, en particulier les Tembo. Le retour des rebelles Hutu rwandais sous la forme du CNRD, un groupe dissident des FDLR, a également eu un impact sur l'équilibre ethnique entre les Hutu congolais d'un côté et les Tembo et Havu de l'autre. Si la présence du CNRD a accru

¹⁶ Voir <https://www.laprunellerdc.info/2018/11/05/kalehe-affrontements-le-week-end-dernier-entre-deux-factions-des-miliciens-a-ziraló/> (consulté le 22 novembre 2019).

les tensions entre les communautés, elle a également augmenté les risques pour la protection des civils dans le nord de Kalehe.

C'est en deux vagues que le CNRD est arrivé à Kalehe, l'une en provenance du Sud-Kivu et l'autre du Nord-Kivu, destinées à se regrouper à Kalehe. La première vague, en provenance du Nord-Kivu, est arrivée en décembre 2018 et janvier 2019. Le CNRD était alors sous la pression militaire du NDC-Rénové de Guidon Shimiray : fin 2018, des éléments du NDC-R en coalition avec les Nyatura de John Love ont attaqué le siège du CNRD à Faringa (aux limites de Masisi, Rutshuru et Walikale).¹⁷ Ces éléments du CNRD se sont d'abord déplacés vers Masisi mais ont été poursuivis et attaqués par le NDC-R, et ont poursuivi leur route vers Kalehe. La deuxième vague des éléments du CNRD, en provenance des territoires d'Uvira et de Mwenga, est arrivée en avril 2019. Si la population locale se demandait pourquoi les FARDC et la MONUSCO n'avaient pas fait échec à ce mouvement de masse, le Groupe d'experts de l'ONU a fait état de divers affrontements entre les FARDC et les groupes armés locaux pendant le trajet du CNRD vers Kalehe, impliquant notamment la vague provenant du Nord-Kivu.¹⁸

Les populations locales ont interprété l'arrivée du CNRD comme une démonstration de force. Le groupe d'experts des Nations unies a recueilli des témoignages de combattants qui ont raconté qu'ils avaient emporté autant d'armes et de munitions que possible lorsqu'ils fuyaient leurs bastions de Rutshuru, utilisant les personnes à leur charge pour tout transporter. Selon certains témoignages locaux, des civils, y compris des femmes et des enfants, avaient servi d'éclaireurs pour leur éviter de se faire repérer par les FARDC. La majorité des personnes leur charge se déplaçaient entre deux principaux groupes de combattants pour assurer leur « protection ». Les témoignages locaux à Ziralo mentionnent que le groupe venant de Rutshuru, Walikale et Masisi utilisait un éclaireur congolais local pour se rendre à Ziralo et qui lui indiquait sur quelles collines il pouvait s'installer.

S'il est difficile d'estimer le nombre d'éléments du CNRD, les chiffres varient considérablement d'une source à l'autre, mais tous s'accordent à dire que ces derniers pourraient être quelques milliers, stationnés dans les collines reculées

¹⁷ Voir ONU 2019.

¹⁸ Voir ONU 2019.

de Buhovu, Bibatama, Kitindiro, Rutare et Cumuyaga dans le groupement de Ziralo, bien que la répartition entre combattants et dépendants civils ne soit pas claire. Sur la base de la distribution de moustiquaires aux CNRD et à leurs dépendants, des militants locaux de la société civile ont affirmé qu'ils seraient 45 000, mais même en incluant toutes les populations civiles à leur charge, ce chiffre est certainement exagéré. Un officier local des FARDC a fait état d'environ 12 000 personnes. Le groupe d'experts de l'ONU a signalé le mouvement de deux groupes du CNRD de 1 000 et 2 000 combattants, mais de nombreux petits groupes se sont joints par la suite à ces groupes principaux. Pour s'installer, le CNRD a choisi un endroit isolé : quelques collines couvertes de forêt, qui seraient la propriété d'un Tutsi, dans une partie reculée des Hauts Plateaux de Ziralo et uniquement accessible à pied ; il faudrait plusieurs heures de marche pour atteindre le village le plus proche. Cet isolement est stratégique pour un groupe qui a récemment fait face à des attaques militaires. De plus, la zone est principalement habitée par des Hutu congolais potentiellement favorables au CNRD. Enfin, il n'y avait pratiquement aucune présence de l'armée dans la région, l'avant-poste le plus proche des FARDC étant à Chambombo, à plusieurs heures de marche, et tenu par une petite douzaine de FARDC à l'époque (cela a changé plus tard avec les opérations des FARDC contre le CNRD).

Les populations locales de Kalehe ont été alarmées par l'arrivée de ces nombreux combattants lourdement armés, mais le comportement du CNRD a été un facteur clé pour rassurer les civils et éviter des affrontements avec les groupes armés locaux, tels que les Raia Mutomboki. Comme les FDLR dans le passé, le CNRD a communiqué un message pacifique à la population locale, affirmant qu'il ne voulait pas engager de combat mais vivre paisiblement aux côtés des communautés locales. De plus, ils ont annoncé qu'ils ne resteraient pas plus de trois mois dans les Hauts Plateaux de Kalehe, car ils cherchaient à retourner au Rwanda (une revendication qui semble fictive à court terme étant donné l'absence de dialogue avec le gouvernement rwandais).

Par ailleurs, la présence du CNRD a suscité diverses initiatives de la part des autorités congolaises et de la MONUSCO. Le gouvernement provincial, les FARDC et la MONUSCO ont organisé une mission avec les leaders communautaires pour rencontrer les dirigeants du CNRD afin de mieux comprendre les intentions du groupe et d'évaluer les risques pour la protection des civils. La

principale crainte était que les Raia Mutomboki se mobilisent et attaquent le CNRD, une manœuvre dangereuse qui pourrait entraîner des représailles sur les civils de la part des combattants du CNRD. Cependant, les Raia Mutomboki sont restés calmes pendant que les officiers des FARDC, les autorités provinciales et les leaders communautaires travaillaient avec la population afin de désamorcer les tensions et affrontements potentiels. La MONUSCO a également construit une base opérationnelle temporaire (TOB) à proximité du principal camp du CNRD afin de surveiller la situation sécuritaire dans la région et les mouvements du groupe, tandis que les organisations humanitaires locales ont apporté une assistance en vivres et non vivres aux personnes à charge du groupe et leur ont fourni des soins médicaux. Cependant, cette assistance a rapidement été perçue par les populations locales comme une complicité avec le CNRD de la part des autorités nationales et de la communauté internationale (en passant par la MONUSCO).

Avant l'arrivée du CNRD à Kalehe, Kirikicho et Kalume ont également pris certaines initiatives. En mars 2019, ils se sont réunis avec les leaders communautaires de Tushunguti afin de discuter des défis liés à la présence du CNRD et du comportement à adopter, ainsi que des perspectives potentielles de leur propre démobilisation.¹⁹ Les relations entre le CNRD, Nyatura Kalume et Mai-Mai Kirikicho ont été rapidement établies, car Kalume, un Hutu congolais, a servi d'intermédiaire entre le CNRD et Kirikicho. C'est ainsi que des réunions entre officiers du CNRD et de Kirikicho ont été organisées dans la région de Lumbishi, dans les positions des Nyatura Kalume, afin d'assurer de bonnes relations et d'éviter les tensions. Kirikicho a affirmé lors d'un entretien qu'il se souciait peu de la présence du CNRD et que le gouvernement congolais et le Rwanda étaient les principaux responsables de cette situation et de sa résolution. La situation sécuritaire du nord de Kalehe a connu un certain calme pendant la majeure partie de l'année 2019 grâce à la cohabitation de Kirikicho, Kalume et du CNRD, et à l'acceptation des Raia Mutomboki. Le climat était caractérisé par une paix des armes entre les groupes armés en l'absence des FARDC. La situation a changé avec le redéploiement des FARDC dans le nord de Kalehe et le lancement d'une opération militaire musclée contre le CNRD en novembre 2019, remaniant une fois de plus les équilibres sécuritaires entre les acteurs armés dans la zone.

¹⁹ Voir APC 2019.

3.3 Les opérations militaires contre le CNRD et d'autres groupes armés

L'armée nationale, après avoir redéployé un grand nombre de troupes dans le nord de Kalehe en novembre 2019, a lancé une offensive contre le CNRD, provoquant le déplacement de milliers de civils. La perspective d'opérations militaires avait suscité des craintes parmi les populations vivant à proximité des camps récemment établis par le CNRD : les Hutu congolais civils craignaient d'être confondus avec les personnes à charge du CNRD, et les combattants Nyatura congolais du groupe de Kalume craignaient d'être considérés comme des troupes du CNRD. De plus, comme cela a été démontré par le passé, les attaques contre les FDLR ont considérablement augmenté les risques de représailles contre les civils. En 2009, lors des opérations militaires Umoja Wetu lancées par les FARDC et l'armée rwandaise, des unités des FDLR ont riposté et tué des dizaines de civils qu'elles accusaient de trahison. À Ziralo, entre janvier et juillet 2009, les FDLR ont attaqué 19 villages et tué au moins 84 civils.²⁰ Pour l'année 2009, un rapport de Human Rights Watch a dénombré plus de 700 civils congolais ont été tués par les FDLR dans le Nord et le Sud-Kivu. En outre, de nombreux réfugiés Hutu rwandais ont été tués dans le cadre de ces opérations. Avec ces souvenirs traumatiques en tête, la population de Ziralo avait toutes les raisons de s'inquiéter lorsque les opérations militaires contre le CNRD ont été lancées.

Si la situation restait confuse sur le terrain au moment de la rédaction de ce rapport, il semble que les opérations militaires aient eu quelques résultats positifs et un impact limité sur les civils. Tout d'abord, selon des sources locales, le CNRD, contrairement aux FDLR il y a dix ans, n'a pas exercé beaucoup de représailles contre les civils. Cependant, des pertes civiles collatérales ont parfois eu lieu, notamment lorsque des éléments du CNRD ont traversé des villages en se retirant. Des milliers de civils ont dû fuir leurs villages et se réfugier dans les zones avoisinantes. Deuxièmement, le CNRD a préféré fuir plutôt que d'affronter les FARDC, limitant ainsi l'intensité des combats et le nombre de victimes civiles. Le CNRD a totalement évacué les collines où il s'était installé à Ziralo pour le Nord-Kivu (Walikale et Sud-Masisi), Kalonge

²⁰ Human Rights Watch 2009, p. 72.

(au sud du territoire de Kalehe) et le parc national de Kahuzi-Biega, un sanctuaire commode pour les groupes armés. Les combattants du CNRD ont également laissé derrière eux des centaines de personnes à charge (650 selon le personnel d'une ONG congolaise active à Kalehe), dont beaucoup ont été interpellées par les populations puis amenées à la base militaire de Nyamunyuni par les FARDC et le HCR afin d'être rapatriées au Rwanda.

Les groupes armés de Ziralo ont souffert d'autres conséquences de ces opérations militaires. En théorie du moins, le CNRD n'était pas le seul groupe visé par les opérations, mais tous les groupes étaient concernés. La pression militaire qui en a résulté semble avoir poussé des éléments Mai-Mai Kirikicho (environ 40)²¹ et Nyatura Kalume (environ 100)²² à se démobiliser dans les jours qui ont précédé les opérations. Cependant, Kirikicho et Kalume ne se sont pas rendus. Simultanément, les Raia Mutomboki auraient apporter leur soutien aux FARDC pendant les opérations, ce qui risque de renforcer leur position à Bunyakiri et Kalehe.

Néanmoins, il est trop tôt pour tirer des conclusions sur les opérations militaires contre le CNRD. S'il est clair qu'elles ont provoqué une nouvelle reconfiguration (en cours) des groupes armés dans la région, il est difficile d'en concevoir les conséquences à long terme. Si le CNRD a quitté les collines de Ziralo, le groupe ne s'est pas totalement dissous mais s'est plutôt divisé en plusieurs unités et a fui vers des zones encore moins accessibles. Cela pourrait aggraver les menaces sécuritaires dans le parc national de Kahuzi-Biega et ses environs, ainsi que sur la route qui relie Bunyakiri à Bukavu à travers le parc. De plus, les opérations militaires n'ont pas résolu, mais plutôt déplacé et potentiellement aggravé le problème lié au CNRD. Néanmoins, la séparation de centaines de réfugiés rwandais du CNRD pourrait être un résultat positif des opérations, ouvrant une voie à leur rapatriement potentiel au Rwanda. L'impact des opérations sur les relations entre les communautés, notamment entre les Tembo et les Hutu, reste à évaluer.

²¹ Voir Radio Okapi, <https://www.radiookapi.net/2019/11/15/actualite/politique/sud-kivu-reddition-denviron-40-mai-mai-kirikicho-munis-darmes-de> (consulté le 6 décembre 2019).

²² Voir https://www.mediacongo.net/article-actualite-60668_sud_kivu_reddition_de_100_elements_nyatura_a_kalehe.html (consulté le 6 décembre 2019).

3.4 Le fiasco des efforts de DDR dans le nord de Kalehe

Les efforts récents de DDR dans la région n'ont pas été couronnés de succès. Cela est particulièrement le cas pour les Mai-Mai de Raymond Kabishula « Ngubito », ainsi que pour les Raia Mutomboki de Shukuru Kawanya et Butachibera. Tous se sont rendus en 2019, mais une bonne partie des troupes qui se sont rendues est retournée en brousse par la suite. D'une part, cela met en évidence les possibilités de nouveaux efforts de DDR. Si l'objectif principal des groupes armés locaux s'est éloigné de la lutte contre un agresseur extérieur (le Rwanda) pour se rapprocher de la lutte contre le gouvernement du président Kabila, le départ de ce dernier du pouvoir a changé la donne. Le discours d'investiture du président Tshisekedi a été interprété comme un appel à la paix par des chefs de groupes armés désireux de saisir de nouvelles opportunités. De plus, avec le changement de régime, les politiciens de Kalehe avaient besoin d'attirer l'attention du nouveau président afin de se positionner dans un nouveau paysage politique encore incertain.

LE FIASCO DE LA DÉMOBILISATION DE NGUBITO : UN CAS TYPIQUE DE MANQUE DE PRÉPARATION DU DDR

En mars 2019, environ 400 combattants connus sous le nom de « Volontaires », menés par le groupe Mai-Mai de Raymond Kabishula, se sont rassemblés dans le village de Kalungu, près de Numbi, dans le but de rejoindre l'armée nationale. Si l'élément déclencheur a été l'accession de Tshisekedi à la présidence, deux projets de stabilisation (IRF1 et IRF2, *Immediate Response Fund*) mis en œuvre entre 2014 et 2018 s'étaient attachés à ce que les leaders communautaires plaident en faveur de la démobilisation. Ces projets ont permis de renforcer l'acceptation du DDR au sein des communautés et parmi les groupes armés. Dans le cadre de ces projets, des dizaines d'armes avaient été remises à la MONUSCO ou aux FARDC par des miliciens, sur une base individuelle. Au mois de mars 2019, ce ne sont plus des individus mais un groupe entier qui a rendu les armes. Toutefois, parmi près de 400 combattants, seuls quelque 16 fusils ou carabines ont été remis, la plupart des éléments ayant apporté des machettes, des lances ou autres armes blanches.

C'est dans la base des FARDC de Nyamunyunyi, près de l'aéroport de Bukavu, que les troupes de Ngubito ont été regroupées, mais le processus a manqué de soutien financier et logistique, de sorte que les conditions de vie dans le camp étaient difficiles. Ni les hommes ni les femmes ne disposaient de nourriture, d'eau, de services médicaux et de services de base. Il en a résulté que la grande majorité a fui le camp et est retournée à Ziralo par ses propres moyens. Au final, seule une douzaine de soldats ont rejoint la base. Si l'objectif principal de Ngubito est de rejoindre l'armée, il est peu probable que ses exigences pour obtenir un grade élevé soient satisfaites. Les précédents programmes d'intégration dans l'armée ont conduit à des cercles vicieux de mobilisation dans le but d'acquérir des grades dans l'armée nationale, ce qui a eu un impact majeur sur la cohésion et les chaînes de commandement internes des FARDC. De plus, les chefs de milice intégrés dans l'armée ont rarement les qualifications de base pour servir en tant qu'officiers. Ngubito et ses autres éléments se sont vu proposer une formation militaire dans le camp DDR du Kasaï, sans doute pour leur faire croire qu'ils seraient par la suite intégrés dans l'armée. Ngubito a ensuite appris qu'il ne remplissait pas les critères d'entrée dans l'armée et s'est vu proposer une place dans la fonction publique nationale, ce qui signifiait en fait être envoyé cultiver des champs appartenant à l'État, loin de chez lui. Il a pris cette proposition comme une insulte et est retourné à Ziralo, où il est arrivé fin octobre 2019. Les conditions de son voyage du Kasaï à Kalehe restent floues, mais il aurait bénéficié du soutien de politiciens de Bunyakiri qui ont couvert ses frais de voyage. Depuis son retour à Ziralo, Ngubito a ouvertement et publiquement découragé d'autres groupes armés, comme Kirikicho et les Raia Mutomboki, de se démobiliser et a affirmé que le gouvernement n'avait rien à leur offrir.

LA DÉMOBILISATION DE SHUKURU ET BUTACHIBERA À BUNYAKIRI

Le chef de l'un des principaux groupes Raia Mutomboki de Bunyakiri, Shukuru Kawanya, a décidé de se rendre et rejoindre l'armée nationale vers la fin du mois de septembre 2009. Certes, il n'est venu qu'avec une douzaine d'éléments, mais Shukuru a reçu le soutien de nombreux dirigeants de Bunyakiri (voir plus bas). Il a passé deux semaines à Bulambika, le principal centre de Bunyakiri, pour négocier les conditions de reddition avec les officiers locaux des FARDC. Pendant son séjour à Bulambika, le nombre de troupes disposées à se rendre est passé à 80. Cependant, selon certaines sources locales, beaucoup d'entre eux n'étaient pas d'authentiques Raia Mutomboki mais des jeunes et civils espérant recevoir une aide ou un revenu régulier au sein de l'armée. En se présentant comme un général aux FARDC à Bunyakiri, Shukuru a suscité la jalousie d'un autre chef Raia Mutomboki, Butachibera, qui était frustré de voir Shukuru s'approprier toute la gloire du mouvement Raia Mutomboki. Butachibera s'est également rendu pour affirmer qu'il était le véritable général des Raia Mutomboki à Bunyakiri, ce qui a provoqué des tensions avec Shukuru. Mais comme il n'avait pas le soutien des leaders communautaires, qui avaient déjà apporté leur soutien à Shukuru, il a été snobé par les FARDC. Après deux ou trois jours d'attente, Butachibera est retourné dans la brousse. Des sources locales ont mentionné que plusieurs de ses éléments ont rejoint Shukuru parce qu'ils pensaient qu'il avait plus de poids pour négocier sa reddition. Shukuru et ses éléments ont finalement été intégrés à Nyamunyunyi. Cependant, Shukuru n'a livré qu'une dizaine d'armes aux FARDC, alors que son groupe est connu dans la communauté pour disposer d'un arsenal beaucoup plus important. Il est difficile de savoir si la reddition de Shukuru durera plus longtemps que celle de Ngubito.

Ces trois cas d'échec sont révélateurs de la complexité des opérations de DDR et du manque de préparation du gouvernement congolais et de la MONUSCO à mener celles-ci lorsque des opportunités se présentent, et ce en dépit des récents discours du président Tshisekedi en faveur de la reddition des groupes armés. C'est aussi un rappel évident du manque d'un nouveau programme de DDR en RDC avec des objectifs, des stratégies et des méthodologies bien définies, malgré les discussions en cours sur une prochaine phase.

4 |

La politique des groupes armés dans le nord de Kalehe

Dans la région de Kalehe, les groupes armés sont des acteurs clés dans les conflits de pouvoir et la politique locale²³ : s'ils mettent en place des stratégies pour exercer une autorité sur les territoires et les populations et tendent à remplacer ou à saper les autorités étatiques formelles, ils sont également confrontés à des défis et à des limites dans un environnement politique mouvant et compétitif. Si l'autorité des groupes armés repose en définitive sur la menace de la violence armée, ils ne peuvent généralement pas uniquement recourir à la brutalité pour imposer leur autorité aux populations locales, au risque de perdre leur légitimité. Certains exemples concrets de résistance populaire vis-à-vis de la présence et de l'activisme de groupes Raia Mutomboki illustrent à quel point une certaine adhésion de la population est nécessaire pour les groupes armés, afin que ceux-ci ne voient pas leur autorité contestée.

Par ailleurs, il existe des contraintes à différents niveaux pour les groupes armés : sur les plans sécuritaire (présence des forces armées concurrentes, qu'il s'agisse des FARDC ou des autres milices), social (le soutien populaire est essentiel pour que de nombreux groupes armés puissent affirmer leur contrôle sur un territoire), économique (les groupes ont besoin de ressources pour se maintenir) et politique (les groupes ont besoin d'un soutien politique pour renforcer leur autorité). Ainsi, tout changement dans le contexte

²³ Plusieurs auteurs insistent sur ces aspects liés aux groupes armés, à l'autorité de l'État et à la politique locale, plus particulièrement pour la région de Kalehe. Voir Hoffmann & Vlassenroot 2014, Hoffmann et al. 2016.

politique ou sécuritaire plus large au niveau provincial, national ou régional peut les affecter directement, à travers un impact sur les réseaux de patrouillage dans lesquels ils sont intégrés. La première partie de ce chapitre examine les stratégies des groupes armés dans le nord de Kalehe en 2019, en se concentrant sur la manière dont ils se sont mobilisés pour renforcer leur autorité sur un territoire et une population spécifiques, et décrit comment chaque groupe armé a développé sa propre stratégie spécifique pour affirmer son pouvoir en fonction du contexte, des contraintes et des relations avec les autres parties prenantes. La deuxième partie examine en quoi la présence des groupes armés crée des opportunités pour les leaders communautaires, les entrepreneurs politiques et la population.

4.1 Les groupes armés et l'exercice du pouvoir

Ce rapport est basé sur deux semaines de recherche sur le terrain à Ziralo. Il soutient que dans un contexte instable de la paix des armes, caractérisé par une forte présence de différents groupes armés dans la même zone, aucun acteur ne peut s'imposer simplement et brutalement, surtout s'il veut cohabiter pacifiquement avec la population locale. Par conséquent, la plupart des groupes armés dans le nord de Kalehe semblent négocier l'espace (social, politique, économique) qu'ils peuvent occuper. En d'autres termes, les groupes armés s'adaptent aux situations sécuritaires, politiques, sociales et économiques du moment, situations dans lesquelles les communautés locales, à travers leurs leaders, restent des acteurs importants. Et, même si un groupe armé a l'avantage de posséder des armes, il n'est généralement pas dans son intérêt de recourir à la violence à grande échelle, laquelle pourrait porter atteinte à sa légitimité par la suite. Si les populations civiles ont rarement la possibilité de choisir quel groupe armé arrive dans leur région et à quel moment, elles peuvent toutefois influencer la manière dont elles cohabitent avec un groupe spécifique, surtout lorsque le pouvoir est partagé entre différents acteurs. Cette observation devrait sous-tendre les logiques plus larges de tout programme de stabilisation.

MAI-MAI KIRIKICHO : UN « CHEF COUTUMIER » EN QUÊTE DU SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ

La stratégie de « gouvernance » de Kirikicho a évolué depuis son retour à Tshunguti vers la fin 2018, principalement sous la pression des politiciens locaux. Si la réputation du groupe était d'être dur envers les populations locales, de les harceler (malgré le fait que Kirikicho soit lui-même un Tembo de Tshunguti) et d'imposer des taxes, un changement s'est opéré après que les chefs Tembo aient mis en garde Kirikicho contre les taxes illégales. Par la suite, Kirikicho a commencé à ordonner à ses éléments de ne pas harceler les civils, et a cessé de leur imposer des taxes. Ceci est une illustration de la manière dont les chefs coutumiers et les politiciens locaux peuvent influencer les groupes armés afin qu'ils adoptent une attitude moins menaçante envers les communautés. Pourtant, tout en acceptant de ne pas prélever de taxes, Kirikicho a imposé une collecte systématique de nourriture chaque jour de marché à Tshunguti à payer en nature et à l'accès au marché. Cela s'est avéré être une stratégie plus subtile que la taxation en espèces tout en soutenant la subsistance de son groupe.

L'exercice de la justice est une deuxième illustration de l'autorité : Kirikicho est devenu le juge suprême en matière de conflits et autres problèmes liés aux dettes, à l'héritage et aux conflits fonciers. Il a même été baptisé par les populations locales « nouveau chef coutumier » de Tshunguti. Cependant, Kirikicho veille à bien doser les limites de son autorité judiciaire : il ne juge pas les infractions pénales, mais arrête les suspects et les transfère aux FARDC ou à la Police Nationale Congolaise (PNC). Kirikicho exerce toujours une forte influence sur les autorités locales de Tshunguti, qu'il s'agisse de la PNC, de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) ou de la Direction Générale de Migration (DGM). Souvent, il décide qui est arrêté et qui peut être libéré. Son ingérence dans l'application de la loi et la justice locales a également suscité des frustrations au sein des institutions étatiques locales, mais personne n'ose le défier ouvertement. Cependant, un agent local de l'ANR s'est plaint du manque de revenus pour l'ANR, la PNC, les services étatiques locaux et les autorités coutumières, étant donné que l'argent va toujours de pair avec les arrestations, les services administratifs et l'octroi de la justice. Kirikicho est impliqué dans tout cela. Il en va de même pour le chef de groupement, qui opère sous l'autorisation de Kirikicho lorsqu'il s'agit de rendre la justice (et générer des revenus).

Si les pouvoirs étatique et coutumier existent sur le papier à Tushunguti, ils doivent coexister en pratique avec le régime Mai-Mai. La présence de Kirikicho, par exemple, a entraîné l'abolition du Conseil local de sécurité (dirigé sur une base hebdomadaire par les FARDC, la PNC et les agents de l'État locaux), car la population avait peur que Kirikicho y participe. La crainte des autorités locales d'être accusées de collaborer directement avec un groupe armé en incluant son chef dans le comité local de sécurité (ce qui est révélé par les listes de participants qu'elles sont tenues d'envoyer à leurs supérieurs) ne change rien à la gouvernance sécuritaire réelle de Tushunguti. Le fait que le pouvoir soit concentré entre les mains de Kirikicho a également modifié le caractère du pouvoir politique local à Tushunguti, le rendant plus autocratique et arbitraire. Si le pouvoir était autrefois partagé entre diverses parties prenantes, les réseaux de patronage locaux de Tushunguti convergent désormais tous vers une seule et même figure centrale, celle de Kirikicho. Au cours du travail sur le terrain, plusieurs observations ont souligné combien il était bénéfique d'avoir une relation personnelle avec Kirikicho lorsqu'on vit dans la région. Par exemple, une femme a essayé d'utiliser sa relation avec lui pour faire libérer une de ses connaissances de prison. À son retour, Kirikicho a réarticulé les réseaux de patronage existants et a réussi à se positionner au centre même de ces réseaux, ce qui a suscité la frustration d'autres acteurs importants de la région (principalement des agents de l'État et autorités coutumières).

Cela dit, Kirikicho est loin d'être sorti de nulle part ; il a une longue histoire dans la région. S'il n'appartient plus à l'avant-garde des mouvements de résistance (qui, depuis 2012, est beaucoup plus animé par le mouvement Raia Mutomboki), Kirikicho est issu de la toute première vague des Mai-Mai du nord de Kalehe, au début des années 1990. Au fil des ans, il a perdu l'essentiel du soutien de sa communauté pour s'être allié aux FDLR et a donné trop de faux espoirs quant à son intégration dans l'armée. Kirikicho s'est de plus en plus détaché de la communauté, devenant de plus en plus imprévisible dans ses actions. C'est ainsi qu'il a été perçu comme un fardeau et la population locale a remis en question la raison d'être de son groupe armé. En même temps, la compréhension profonde de la situation politique et des différents enjeux permet à Kirikicho de naviguer intelligemment et de négocier son influence dans le paysage politique de Tushunguti. De retour de Masisi, il est

parvenu à négocier directement avec les FARDC au niveau local, en raison de la faiblesse des autres groupes armés (notamment le groupe Ngubito) qui s'étaient opposés à lui en 2015. Dans sa quête de nouveaux soutiens, Kirikicho a conclu des alliances avec d'autres groupes armés, dont les Mai-Mai Kifuafua et les Nyatura Kalume. S'allier avec ce dernier, largement perçu comme un ennemi par la communauté Tembo, était une façon d'envoyer un message aux chefs Tembo : refuser de soutenir Kirikicho pourrait aussi leur coûter cher.

L'autorité de Kirikicho s'étend également à la vie sociale et communautaire, imposant avec succès le travail communautaire hebdomadaire appelé localement *salongo*. Au cours du mois de septembre, Kirikicho a mobilisé environ 700 personnes pour la réhabilitation d'une route qui relie Tushunguti à Kalehe. Ce projet a été lancé par un député et ancien ministre provincial qui, aux côtés d'ONG et de leaders locaux, s'est engagé auprès de la communauté et lui a fourni les outils nécessaires pour réhabiliter la route. Mais c'est Kirikicho qui a joué un rôle clé dans la mobilisation de la main-d'œuvre. Cet exemple de collaboration entre un chef de groupe armé, des ONG, des députés locaux et les autorités locales illustre la profondeur de l'ancrage de certains groupes armés dans l'arène politique locale. Mais il montre aussi que cet ancrage s'accompagne de coercition : compte tenu de sa position, aucun civil n'oserait défier Kirikicho. Une autre illustration de l'influence considérable de Kirikicho : deux ONG ont fourni trois motos pour transporter la femme de Kirikicho, à la demande de ce dernier, de l'hôpital où elle a accouché à son domicile. Cela illustre une fois de plus comment les relations sociales transcendent les clivages escomptés entre les organisations civiles et les groupes armés. Enfin, il convient de mentionner que Kirikicho et ses éléments sont considérés comme des « enfants du village » et vivent parmi la population de Tushunguti. Ils ont donc leurs propres maisons et champs, tout comme la population civile, bien que, reflétant sa position sociale, la maison de Kirikicho soit la plus grande de Tushunguti après celle d'un ancien ministre provincial. En même temps, il a la réputation de cultiver lui-même ses champs comme tout autre civil. Cet attachement étroit à la terre lui confère une légitimité locale supplémentaire, la terre étant un élément central de l'identité locale, et il souligne que Kirikicho et ses éléments agissent à la fois en tant que groupes armés et civils. Il en va de même pour les Volontaires de Ngubito, qui vivent comme des civils mais conservent

leurs armes chez eux, prêts à se mobiliser si nécessaire. Cela montre l'ambivalence de l'appartenance à un groupe armé, qui navigue entre la vie civile et la mobilisation armée.

NYATURA KALUME : RACKET VIOLENT DANS LE NORD DE KALEHE

Les caractéristiques du cas des Nyatura Kalume sont à la fois similaires et différentes de celles des Mai-Mai Kirikicho. Comme Kirikicho, Kalume est retourné dans son village natal (Lumbishi, près de Numbi), qui est habité par des Hutus. Cependant, Kalume fait preuve de peu de retenue lorsqu'il s'agit d'accabler la population locale. Comme les groupes Nyatura de Masisi et de Rutshuru, Kalume prélève une taxe mensuelle de 1 500 FC appelée *lala salama* (« dormir en paix ») et punit tout adulte surpris sans le jeton qui atteste qu'il a payé. Il taxe également la propriété du bétail à hauteur de 3 500 FC par mois et par ferme. Bien que cette situation soit similaire à celle d'autres groupes Nyatura, Kalume et Kirikicho appartiennent à la même coalition et sont dans une situation similaire. Au même titre que Kirikicho, Kalume s'immisce dans les dispositions de la justice et la résolution des conflits locaux. Il rend des jugements, perçoit des amendes, arrête des personnes et les livre à la PNC. Si la PNC tenait à être présente à Lumbishi, elle n'aurait eu d'autre choix que de collaborer avec Kalume, mais les quelques éléments de la PNC ont fini par fuir la région, ne laissant derrière eux pratiquement aucune présence étatique. Il arrive que Kirikicho et Kalume arrêtent des membres indisciplinés des FARDC et les transfèrent à Bukavu, comme l'illustrent des cas survenus au début de 2019.

Toutefois, les éléments Nyatura sont également responsables d'extorsions arbitraires et d'actes de banditisme dans la région de Lumbishi, et Kalume se soucie peu de la discipline au sein de ses troupes. Selon des sources locales, les éléments Nyatura harcèlent et volent les civils la nuit. La taxe *lala salama* est également utilisée pour extorquer les civils et les punir en cas de non-paiement. Plusieurs cas de vols à main armée ont été signalés et la situation sécuritaire générale semble s'être détériorée depuis le retour de Kalume. Par ailleurs, l'économie de la communauté est également affectée par la présence du Nyatura, car les taxes pèsent lourdement sur les populations locales. Une infirmière locale a signalé une baisse drastique des taux de vaccination des enfants autour de Lumbishi, les habitants n'ayant plus les moyens de les payer.

LE CNRD : ISOLEMENT ET INFILTRATION DE LA POPULATION LOCALE

La présence du CNRD dans les Hauts Plateaux de Ziralo constituait, jusqu'à la répression des FARDC à partir de novembre 2019, une stratégie différente lui permettant, en tant que groupe armé, d'exploiter au mieux ses relations avec la population locale. Encore une fois, ce cas est à la fois marqué par des similitudes et des différences avec d'autres groupes armés. Si Kirikicho et la plupart de ses éléments vivent à Tushunguti au sein de la population locale, le CNRD, craignant les attaques d'autres groupes armés et des FARDC, s'est installé dans des forêts et des terres agricoles relativement isolés pour mieux contrôler les environs et tenir à distance les intrus potentiels. En même temps, cela a permis au CNRD de bénéficier des marchés locaux et de nouer des relations avec les populations locales selon leurs propres termes. Les observations de terrain soulignent le choix stratégique du CNRD de s'installer dans une région peuplée de Hutus congolais, ce qui lui a permis de mieux se dissimuler en exploitant des affinités linguistiques et culturelles. Le fait que les Hutu rwandais et congolais soient proches a suscité des tensions entre les communautés, les Tembo n'hésitant pas à accuser les Hutu de Kalehe de jouer un double jeu et d'être complices du CNRD. De même que pour Kirikicho et Kalume, le CNRD est devenu le principal garant de la justice et la sécurité dans sa région. Les populations locales de la région voisine de Chambombo se rendent au CNRD pour régler leurs conflits, en raison de sa réputation de jugement rapide par rapport aux autorités locales. L'administration locale a encore été affaiblie par le CNRD, qui a nommé un chef de poste local chargé des relations avec la population.

L'économie locale a également été fortement affectée par la présence du CNRD et de leurs dépendants civils, car le groupe a commencé à exploiter les ressources locales telles que le bois et le charbon de bois, favorisant ainsi la déforestation. Leurs produits ont été vendus à Shanje, dans un nouveau marché consacré au CNRD. Les troupes du CNRD et les civils à leur charge travaillent comme journaliers dans les champs de la population locale. Si les combattants du CNRD se rendaient au travail en étant armés, ils ne portaient pas de fusils lorsqu'ils se rendaient à Chambombo et à Shanje, où les officiers du CNRD passaient la nuit. Ils se rendaient également sur les marchés locaux, notamment à Chambombo et à Shanje, pour acheter de la nourriture, des vêtements et d'autres produits en espèces, en utilisant des dollars américains.

Selon les témoignages locaux, cela se produisait deux fois par mois, mais c'est en particulier à la fin du mois que les agents du CNRD venaient au marché avec de grosses sommes d'argent. Cette observation a alimenté la rumeur selon laquelle les officiers du CNRD ainsi que les combattants recevaient des salaires mensuels. Des témoins ont affirmé que les officiers du CNRD recevaient des transferts d'argent par téléphone à Shanje. La présence du CNRD a également eu un impact économique en faisant grimper les prix des marchandises sur le petit marché hebdomadaire et dans les magasins de Chambombo.

4.2 Groupes armés, conflits et politique : une influence réciproque

Dans cette section, nous analysons dans quelle mesure la vie politique locale de Kalehe est influencée par la présence de groupes armés et comment la mobilisation armée et les réseaux de patronage sont reconfigurés dans la région par cette présence. Dans un environnement politique changeant, la présence de groupes armés crée de nouvelles opportunités pour d'autres parties prenantes, car les leaders communautaires et les entrepreneurs politiques se repositionnent et tentent de soutenir leurs propres programmes et intérêts politiques. La présence de groupes armés au niveau de la communauté est également utilisée pour remobiliser les gens sur la base de griefs et de divisions ethniques. Dans ce chapitre, l'accent est mis sur les dynamiques d'influence mutuelle pour expliquer l'impact des groupes armés sur la politique : si les groupes armés influencent le jeu politique, le jeu politique influence également la manière dont les groupes armés (comme tout autre acteur politique) se positionnent dans l'arène politique plus large. Afin d'illustrer ces dynamiques dans le contexte de la paix des armes, cette section examine deux dynamiques :

- L'impact de l'arrivée du CNRD à Kalehe, et la manière dont cela affecte les tensions entre les principaux notables locaux ;
- Les retombées des élections nationales et les nouvelles opportunités concomitantes pour les groupes armés et les entrepreneurs politiques d'affirmer leur influence et de renforcer leur pouvoir, notamment par le biais de nouvelles initiatives de DDR.

LA PRÉSENCE DU CNRD ET LA RECRUESCENCE DES TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES

De vives réactions de la part des politiciens et leaders communautaires de Kalehe, notamment chez les Tembo, ont été déclenchées par l'arrivée du CNRD. Si les populations de Bunyakiri sont descendues dans la rue contre la présence du CNRD à Kalehe, des manifestations ont également été organisées par la mutualité Tembo à Bukavu en mai 2019 pour dénoncer la situation au niveau provincial et demander le rapatriement du CNRD au Rwanda.²⁴ Si cela a été beaucoup plus manifeste chez les Tembo, les Tembo de Bunyakiri ont été moins affectés que les Hutu vivant dans les Hauts Plateaux de Ziralo. Pourtant, les dirigeants Hutu de Kalehe sont restés silencieux et ont rapidement été perçus comme complices par les dirigeants Tembo, même si leur silence était peut-être dû à la peur des représailles. C'est au cours d'un dialogue social tenu à Kalehe, une initiative des dirigeants Tembo, que le désaccord entre les dirigeants Hutu et Tembo s'est manifesté : le représentant de la communauté Hutu a refusé de signer une déclaration commune appelant au rapatriement volontaire ou forcé du CNRD. Si les dirigeants Tembo y ont vu une nouvelle preuve de complicité, les dirigeants Hutu ont estimé que les Tembo tentaient d'imposer leur programme, cherchant une fois de plus un moyen d'expulser les Hutu des Hauts Plateaux de Kalehe.²⁵

Au-delà de ces récriminations, les dirigeants Tembo ont également essayé de tenir en échec les Raia Mutomboki, qui avaient déjà commencé à discuter des possibilités d'attaquer le CNRD, un scénario qui, selon les dirigeants Tembo, déclencherait des représailles sanglantes. Du côté des Hutu, les témoignages de Ziralo suggèrent qu'ils se sentaient renforcés par la présence du CNRD. Entre-temps, avec les élections de 2018, deux députés Hutu sont entrés en fonction dans les Hauts Plateaux de Kalehe (un provincial, un national), un résultat sans précédent, et la présence du CNRD a semblé enhardir davantage la position des Hutu à Kalehe. Mis à part les opérations militaires lancées ultérieurement par les FARDC, la présence du CNRD à Kalehe n'a pas

²⁴ Voir <http://www.radiomaendeleo.info/2019/05/24/sud-kivu-la-presence-des-fdlr-a-kalehe-une-source-dinsecurite/> (consulté le 27 novembre 2019). Voir aussi Radio Okapi, <https://www.radiookapi.net/2019/05/17/actualite/securite/sud-kivu-la-presence-des-fdlr-inquiete-les-habitants-de-bunyakiri> (consulté le 27 novembre 2019).

²⁵ Entretien avec des membres de la communauté Hutu de Kalehe, Goma, octobre 2019.

eu d'impact majeur sur la situation sécuritaire, mais plutôt sur la politique locale, notamment en faisant resurgir les vieux griefs fonciers et les craintes de marginalisation entre Tembo et Hutu. Si la présence du CNRD n'a pas déclenché de combats significatifs avant novembre 2019, elle a contribué à accentuer les agendas politiques dans chacune des deux communautés et, ainsi, à faire monter les tensions locales.

LES ÉLECTIONS, LA TRANSITION ET LA POLITIQUE DES GROUPES ARMÉS

La tenue des élections et la transition qui s'en est suivie à Kinshasa ont considérablement influencé la politique armée dans le nord de Kalehe, les différents entrepreneurs politiques ayant commencé à se repositionner dans un paysage politique en mutation. À l'approche de la fin de la campagne électorale, fin 2018, la course aux voix s'est intensifiée entre les principaux candidats du nord de Kalehe. La région de Ziralò, un important pôle démographique du nord de Kalehe, a joué un rôle clé dans cette compétition. L'homme fort de Ziralò, Kirikicho, a été courtisé par au moins deux candidats afin d'aider à sécuriser le vote. Plusieurs sources ont indiqué que Kirikicho penchait davantage pour l'un de ces candidats. Cependant, il n'a pas déployé de troupes dans les bureaux de vote le jour de l'élection pour intervenir physiquement dans le scrutin. Dans un contexte de la paix des armes, où un groupe armé exerce l'autorité locale et où la menace de la violence armée est inscrite dans la mémoire collective, Kirikicho n'avait qu'à diffuser son message pour s'assurer qu'une majorité de la population le suivrait. Cela reposait en partie sur le fait que le candidat que Kirikicho soutenait était déjà populaire et approuvé par une majorité de chefs Tembo à Ziralò.

Une fois la prise de fonction de Félix Tshisekedi devenue évidente, une reconfiguration importante a eu lieu à tous les niveaux du paysage politique congolais, les politiciens cherchant à attirer l'attention du nouveau président. Tshisekedi a rapidement annoncé que ses priorités pour l'Est du Congo étaient la paix et la démobilisation. Il a promis de promouvoir un nouveau programme de DDR. Par conséquent, les politiciens du nord de Kalehe se sont empressés de saisir l'opportunité de se positionner. Cependant, ils ont adopté des attitudes différentes compte tenu de leurs intérêts respectifs et affiliations politiques divergentes (CACH, FCC et Lamuka). Les modérés (et vainqueurs des élections) ont plaidé en faveur du DDR tandis que les radicaux

(qui ont perdu les élections) se sont efforcés de convaincre les groupes armés de ne pas se démobiliser. Cela explique dans une certaine mesure l'absence de démobilisation chez les Raia Mutomboki de Bunyakiri, car les chefs de ces groupes visaient à se positionner pour négocier des accords et avaient donc besoin d'autant d'éléments que possible. En revanche, il est intéressant de souligner d'autres cas dans lesquels les politiciens et leaders communautaires ont usé de leur influence pour inciter les groupes armés à se rendre.

Si la démobilisation de Ngubito en mars 2019 semble avoir été plutôt spontanée, celle de Shukuru en octobre 2019 a été cooptée par les chefs. Tout d'abord, un député réélu (FCC) a fait pression pour que Shukuru se rende et a utilisé ses liens de parenté avec Shukuru pour le convaincre. Lorsqu'il est sorti de la brousse avec quelques éléments, les leaders communautaires ont commencé à prendre le contrôle du processus : ils ont organisé des réunions avec Shukuru afin de comprendre sa position et ses revendications. Ils ont ensuite saisi l'occasion de la reddition de Shukuru pour faire avancer un programme de développement local (réhabilitation de la route délabrée Bukavu-Kisangani via Bunyakiri) et d'autonomie administrative pour la communauté Tembo (territoire de Bunyakiri). Selon des sources locales, les leaders communautaires Tembo sont allés jusqu'à réécrire complètement la liste des revendications de Shukuru au gouvernement, car un premier projet de mémorandum a été jugé vide et inutile pour la communauté puisqu'il demandait principalement des commissions militaires. Les chefs Tembo ont facilement convaincu Shukuru d'adopter un programme plus communautaire lors de sa reddition, confirmant ainsi les observations précédentes sur l'influence des chefs coutumiers dans le mouvement Raia Mutomboki.

Si Shukuru s'est initialement rendu avec seulement quelques éléments, la nouvelle s'est très vite répandue et d'autres l'ont rejoint, entrevoyant une opportunité de rejoindre l'armée et de gagner un revenu régulier. S'il y avait d'authentiques combattants issus des groupes de Shukuru et de Butachibera, il y avait aussi de nombreux resquilleurs, notamment des conducteurs de taxi-motos, des agriculteurs et même des policiers non enregistrés. Simultanément, la majeure partie des troupes de Shukuru (et leurs armes) est restée dans la brousse, surveillant l'avancée du CNRD. Pourtant, dans l'ensemble, l'astuce a fonctionné : les entrepreneurs politiques ont trouvé

un moyen de démontrer au nouveau président qu'ils étaient capables de provoquer des redditions (ce qu'ils avaient souligné, en particulier dans le cas de Shukuru, lors de chaque réunion politique à Bukavu et à Kinshasa) ; les leaders communautaires ont trouvé un moyen d'exprimer leurs exigences envers le nouveau gouvernement ; et le groupe de Shukuru pensait avoir trouvé un moyen d'être récompensé pour avoir combattu les FDLR. Il y a un an, la grande majorité des chefs Tembo soutenaient les initiatives de DDR en général, mais l'arrivée du CNRD a suscité des doutes sur les nouveaux dilemmes de sécurité.

Il convient de noter que la démobilisation, y compris les processus formels de DDR, implique une grande variété d'intérêts de la part de diverses parties prenantes à différents niveaux, car les réseaux de patronage sont réaffirmés, reconfirmés ou reconfigurés dans un contexte de mutations politiques plus larges et de nouvelles opportunités. Si un député éminent était connu pour son influence sur les Raia Mutomboki et d'autres groupes armés, Shukuru et Ngubito ont tous deux décliné son invitation à ne pas se rendre. Pourtant, les transitions politiques ont quelque peu exposé les positions radicales de cet homme politique et l'ont marginalisé au profit d'autres entrepreneurs politiques. De plus, Shukuru était un cas facile à traiter pour les politiciens et les dirigeants locaux. Traiter avec Kirikicho, un vétéran chevronné dans l'art de la manœuvre politique, n'est pas chose aisée, comme l'ont prouvé des dizaines de tentatives ratées.

Ces efforts de démobilisation récents ont permis de mettre en évidence le rôle joué par les hommes politiques et autorités locales, ainsi que l'importance de la diversité des politiques et enjeux. Ils illustrent clairement que les parties prenantes ont une interprétation différente de ces processus, qui vont bien au-delà de l'intérêt collectif unifié et isolé d'un groupe armé et impliquent les communautés touchées et leurs dirigeants. Par conséquent, une initiative de DDR serait probablement vouée à l'échec si elle ne bénéficiait pas d'un soutien plus large des communautés galvanisées par leurs dirigeants respectifs ou manipulées par eux.

Les risques et opportunités pour le DDR et la stabilisation

D'importants efforts de consolidation de la paix et de stabilisation ont été déployés pour mettre fin à la mobilisation armée, à l'insécurité et au conflit dans le nord de Kalehe. Les tentatives les plus récentes ont été menées dans le cadre du programme STAREC et de son équivalent international, l'ISSSS. La première phase de stabilisation, mise en œuvre de 2012 à 2014, a été critiquée pour son manque d'impact sur les causes profondes de la violence et son incapacité à appréhender les dimensions politiques du conflit. La deuxième phase de stabilisation a donc été conçue de manière à la rendre plus sensible à la dimension politique et à encourager les populations et les institutions étatiques à rendre des comptes, de manière à renforcer l'inclusion et à promouvoir la bonne gouvernance. Si la première phase avait pour but d'étendre l'autorité d'un appareil étatique intrinsèquement faible et complexe (plus particulièrement dans les zones sous l'influence des groupes armés), la seconde phase avait pour but de développer un État « plus redevable ».

Le programme STAREC et l'ISSSS considèrent le nord de Kalehe comme une zone prioritaire. Les récents projets de stabilisation de 2016 à 2018 se sont révélés inefficaces à l'égard des groupes armés. Si ces efforts de stabilisation n'ont pas réussi jusqu'à présent à réduire l'influence des groupes armés dans le nord de Kalehe et à s'attaquer aux dynamiques de conflit à long terme, ils ont amorcé le début d'une ère de DDR menée à partir des communautés, ce qui a permis la démobilisation de dizaines de membres de groupes armés. Cette initiative a permis une mobilisation plus systématique des leaders communautaires pour convaincre les chefs de groupes armés et

combattants de déposer les armes. De plus, elle a favorisé le développement d'une initiative interprovinciale de DDR entre le Sud et le Nord-Kivu, qui a finalement abouti à la création d'une commission interprovinciale pour le DDR communautaire. Cela est tout à fait pertinent pour le nord de Kalehe, en raison de la dynamique d'insécurité qui transcende les frontières provinciales dans cette région. Ce chapitre décrit les efforts récents de stabilisation et de DDR dans le nord de Kalehe et fait une analyse de leur succès ainsi que des défis qui ont limité leur impact.

5.1 L'expérimentation d'une nouvelle approche de stabilisation

Le nord de Kalehe a été un terrain d'expérimentation clé pour une nouvelle approche de la stabilisation de l'Est de la RDC au cours des quatre dernières années.

CONTEXTE DE L'APPROCHE RÉVISÉE DU PROGRAMME STAREC/ISSSS

Si la première phase a été critiquée pour son caractère trop technique et son manque d'analyse critique de l'État congolais et de ses modes de gouvernance, elle était essentiellement consacrée à la restauration de l'autorité de l'État, et les groupes armés étaient simplement considérés comme les principaux obstacles au bon fonctionnement des institutions étatiques. Elle s'est donc concentrée sur les infrastructures matérielles, telles que la construction de bureaux pour l'administration locale, de nouveaux postes de police, de prisons et de routes, mais aussi sur la formation aux questions de la violence basée sur le genre (VBG) et la réduction de la vulnérabilité socio-économique. En dépit de son budget (plus de 250 millions de dollars), la première phase de stabilisation ne s'est jamais attaquée aux causes profondes du conflit, telles que le caractère complexe de l'État congolais. Les critiques sont allés jusqu'à condamner l'approche pour avoir renforcé un État prédateur qui, en fin de compte, opprime la population locale.²⁶ La première phase a donné la priorité à la région de Bunyakiri et à celle du nord de Kalehe, qui ont bénéficié de projets d'infrastructure (une nouvelle prison, de nouveaux bureaux non

²⁶ Voir Paddon & Lacaille 2011.

seulement pour les fonctionnaires de l'État, mais aussi pour l'administration coutumière et la police).

La deuxième phase (conçue en 2012-13 et mise en œuvre 2014-18) s'est appuyée sur un concept différent, se concentrant davantage sur la question de la redevabilité entre les autorités étatiques et les populations et visant à transformer la gouvernance prédatrice des institutions congolaises. C'est surtout à travers le dialogue démocratique, pilier de la nouvelle approche de l'ISSSS, que cela s'est produit, en mettant en avant un dialogue participatif, transparent et inclusif sur les questions prioritaires (telles que la présence de groupes armés, l'insécurité, les conflits fonciers et intercommunautaires, la gouvernance locale), depuis les acteurs de base (représentants communautaires) jusqu'aux autorités nationales. Ce pilier du dialogue démocratique a été complété par cinq piliers de soutien, à savoir la Sécurité, la Restauration de l'autorité de l'État, la Réinsertion, la Cohésion sociale et la Relance économique, et la Violence sexuelle et basée sur le genre. Ainsi, le programme STAREC/ISSSS favorise désormais une approche intégrée et multisectorielle de la paix et de la stabilité.

LE PROGRAMME STAREC/ISSSS DANS LE NORD DE KALEHE : LES PROJETS IRF

Un projet de stabilisation de 24 mois (appelé *Immediate Response Fund*, IRF) a été lancé en décembre 2014 à Minova, Numbi et dans les Hauts Plateaux de Kalehe (Ziralo). La première phase des efforts de STAREC/ISSSS s'est concentrée sur Bunyakiri. Le projet IRF a été prolongé de 18 mois et s'est terminé en 2018. Il a été mis en œuvre dans le nord de Kalehe mais aussi à Mambasa (province d'Ituri) et a servi d'expérimentation d'une nouvelle approche de stabilisation. Cependant, divers partenaires de mise en œuvre ont eu du mal à comprendre le nouveau paradigme et ont poursuivi leurs interventions de manière très technique. Le pilier dialogue démocratique du projet IRF au nord de Kalehe s'est concentré sur l'insécurité et la présence de groupes armés, mais aussi sur les questions foncières et conflits politiques locaux. D'autres piliers ont soutenu la construction de nouveaux bureaux pour l'administration locale et la police à Minova et Tushunguti, ou ont fourni une assistance aux vulnérables à travers des associations et coopératives locales.

Pour ce qui est du pilier dialogue démocratique, les dirigeants locaux et représentants de la communauté se sont réunis avec les autorités locales et provinciales et se sont mis d'accord sur les priorités en matière de paix et de stabilité. Des comités de mise en œuvre et de suivi (CMOS) ont été créés à Minova, Numbi et Ziralu, et ont permis aux dirigeants locaux d'être proactifs sur un large éventail de questions, notamment les groupes armés, l'insécurité et les conflits fonciers. L'IRF a donc renforcé la mobilisation communautaire pour sensibiliser les groupes armés. Les dirigeants locaux se sont beaucoup plus impliqués et des dizaines de combattants se sont rendus à la MONUSCO ou aux FARDC. En outre, des actions de plaidoyer ont été menées par les dirigeants locaux auprès des FARDC pour s'assurer que les personnes qui se rendent ne soient pas arrêtées.

Si le projet IRF est loin d'avoir résolu tous les problèmes, il a contribué à une évolution intéressante en termes de démobilisation, en renforçant l'appropriation locale de la stabilisation. Les cas de Ngubito, Shukuru et Kirikicho démontrent qu'en encourageant l'engagement des leaders communautaires dans les processus de DDR, le projet IRF a permis d'ancrer plus profondément les efforts de démobilisation en cours dans la communauté. Le projet a également renforcé l'engagement des autorités provinciales du Sud et du Nord-Kivu et annoncé la nouvelle approche interprovinciale du DDR illustrée par la commission susmentionnée. C'est grâce aux efforts des ONG congolaises qui ont mené des activités de dialogue démocratique que cela a été possible. En outre, un succès limité a été obtenu grâce à une approche essentiellement politique, accordant une place centrale aux parties prenantes elles-mêmes. Néanmoins, la deuxième phase de stabilisation n'a jusqu'à présent pas réussi à réduire l'activisme des groupes armés en général et à résoudre les dynamiques de conflit sur le long terme autour du foncier et du pouvoir politique. Les efforts de stabilisation dans le nord de Kalehe ont particulièrement souffert des difficultés suivantes au cours des dernières années :

- Les causes du conflit sont profondément ancrées dans l'histoire de la région. Il est donc naïf de croire qu'une intervention de 42 mois (24 plus 18) pourrait avoir un impact significatif sur la paix et la sécurité. Toute initiative sérieuse visant à instaurer une paix durable nécessitera une stratégie à long terme, de cinq à dix ans au moins.

- Si la nouvelle approche de stabilisation a une dimension politique claire, la plupart de ses piliers (à l'exception du dialogue démocratique) restent techniques. Cela s'explique en partie par le fait que la plupart des partenaires de mise en œuvre (agences des Nations unies et ONG) ne peuvent ou ne veulent pas développer une approche plus politique de leurs activités.
- C'estes, les projets de stabilisation sont conçus dans une optique multisectorielle et intégrée, mais le manque de coordination ne permet pas à la stratégie intégrée de se propager de manière empirique. Au lieu de cela, ce sont les interventions isolées qui ont été privilégiées et les différents efforts n'ont eu qu'un impact superficiel.

5.2 La politisation du DDR à venir

Si environ 125 000 combattants sont passés par un processus formel de DDR depuis la fin de la deuxième guerre du Congo en 2003, le DDR dans l'Est de la RDC n'a pas réussi à mettre fin à la mobilisation armée. Si les deux premiers programmes nationaux de DDR ont mis l'accent sur une approche technique et individuelle, organisée autour d'un « kit de réinsertion individuel », ils ont été accompagnés de nombreux détournements de fonds. Le récent PNDDR3 (2014-2016) a déplacé les combattants vers des bases militaires éloignées où ils ont été confrontés à la misère tout en suivant une formation souvent inadaptée à leur réalité locale. Au même moment, la MONUSCO (qui est devenue, il y a quelques années, responsable en vertu de son mandat de faciliter uniquement le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réinsertion et la réinstallation « DDRRR », l'équivalent pour les combattants étrangers) a reconnu la nécessité d'une approche plus communautaire et a établi un programme appelé Réduction de la violence communautaire (CVR). Ce programme, qui chapeaute les efforts locaux de DDR, fonctionne à travers des projets de type « travail contre salaire » bénéfiques aux communautés et associant à la fois des anciens combattants et des civils, généralement pour une période de trois mois. Pourtant, les échecs et les manipulations inhérents au PNDDR3 et l'impact limité du programme CVR ont entraîné un changement insignifiant dans l'activisme des groupes armés. Le contexte de

contestation politique du gouvernement Kabila a amplifié ce phénomène.²⁷ Beaucoup de personnes ont décidé de se remobiliser entre 2016 et 2018 à la suite d'expériences négatives et de la résistance politique.

Dans ce contexte, la transition politique a entraîné une démobilisation spontanée des groupes armés dans les provinces des Kivu et de nouvelles discussions entre les bailleurs de fonds et la RDC sur le financement d'un nouveau programme national de DDR. Cependant, les préoccupations quant à la manière d'éviter les lacunes précédentes ont vite fait surface. Dans ce contexte, les efforts de la communauté de Kalehe, qui ont conduit à la création d'une commission interprovinciale de DDR, ont été considérés comme une innovation et une nouvelle voie à suivre. Cependant, si l'IRF a contribué à rendre populaire le concept de DDR piloté par la communauté, les autorités et les bailleurs de fonds ont insisté sur le fait que cette approche était encore mal définie et manquait de substance. Les bailleurs de fonds étaient désireux de voir une approche plus politique du DDR, qui reste à définir. Des réflexions sur comment définir correctement le DDR communautaire et sa stratégie ont donc été entamées par des ONG congolaises et d'autres acteurs impliqués dans l'IRF. Simultanément, la commission interprovinciale a été créée suite au lobbying de la société civile.

Si au départ, la société civile, le STAREC, les représentants des communautés ainsi que les autorités locales et provinciales étaient supposés jouer un rôle central dans la nouvelle commission, les annonces de financement ont très vite attiré de nouveaux intérêts politiques. À l'époque, le gouverneur intérimaire du Nord-Kivu (un politicien chevronné sachant qu'il était sur le point d'être destitué à la suite des élections) a choisi de nommer des personnes politiquement proches plutôt que des spécialistes au sein de la nouvelle commission. La société civile, les membres des communautés et du programme STAREC ont été mis à l'écart, dénonçant et refusant de collaborer avec la nouvelle commission. Une ONG internationale de consolidation de la paix, ILC, a été invitée à animer des ateliers dans le but de réconcilier les

²⁷ Pour une analyse approfondie des obstacles et faiblesses du DDR, voir Hoffmann & Vlassenroot 2019.

parties prenantes et de s'assurer que la commission interprovinciale aurait des partenaires solides dans la société civile.

Le fait que cette commission ait été instrumentalisée par des politiciens est susceptible de devenir un présage des dynamiques potentielles en cas de mise en œuvre d'un nouveau programme national de DDR plus large et mieux financé. Tout comme les autres initiatives de paix financées de l'extérieur (telles que la lutte contre les VBC et la résolution des conflits liés aux minerais), il est probable qu'il s'agisse d'une nouvelle opportunité pour les acteurs politiques de se réinventer et de coopter les programmes de consolidation de la paix pour alimenter divers réseaux de patronage. Dans un contexte plus large de gouvernance clientéliste, le contrôle de la consolidation de la paix par des politiques partisans et ethniques peut mettre en péril leur efficacité, comme le souligne ce cas. Enfin, toute future phase de DDR devra prévoir des mécanismes destinés à éviter non seulement les interférences politiques, mais aussi à garantir l'indépendance des puissants agents de sécurité de l'armée et des services de renseignement de la RDC.

L'année 2019 a été marquée par des changements notables dans le paysage des groupes armés dans le nord de Kalehe : l'arrivée du CNRD et sa dispersion par les opérations des FARDC (soutenues par les Raia Mutomboki), le retour des Mai-Mai Kirikicho et Nyatura Kalume à Ziralò, et plusieurs tentatives de démobilisation sans succès pour la plupart. Toutefois, il ne s'agit là que des évolutions les plus récentes d'un cycle de 25 ans de reconfigurations politiques et militaires constantes, dans un contexte de tensions bien ancrées entre les communautés autour du foncier, du pouvoir et de l'identité. En dépit des résultats apparemment positifs des opérations des FARDC contre le CNRD (des centaines de réfugiés et des dizaines de combattants ont été capturés par les FARDC), il est peu probable que la situation se stabilise d'elle-même à court terme, car les moteurs du conflit ne sont pas suffisamment pris en compte et continueront à alimenter l'insécurité et la mobilisation armée.

La paix des armes règne à Ziralò, créant un statu quo de militarisation et de « ni guerre, ni paix ». Comme dans d'autres parties du nord de Kalehe, une variété de groupes armés sont en compétition pour le contrôle du pouvoir, du territoire et des populations. Si cette situation peut engendrer un minimum de stabilité (surtout si les groupes armés collaborent entre eux plutôt que de s'affronter), « tout peut arriver à tout moment ». Le harcèlement permanent des civils par les Nyatura Kalume et le lancement d'opérations militaires contre le CNRD, ainsi que le déplacement massif de civils que ces deux événements ont provoqué, ne sont que deux exemples de cette volatilité et de cette insécurité. Le présent rapport a démontré comment le pouvoir étatique et coutumier local est affaibli par la présence continue de groupes armés et que la politique

armée implique des stratégies spécifiques pour acquérir et exercer une autorité sur les populations civiles, en fonction du contexte. Si Kirikicho s'est imposé comme le nouveau chef coutumier de Tushunguti, il compte toujours sur le soutien de sa communauté et des chefs locaux. Il a ainsi cessé d'imposer des taxes en espèces et s'efforce de réduire le harcèlement des civils par ses éléments. En revanche, les Nyatura Kalume continuent d'extorquer sans retenue les civils. Quant au CNRD, il s'est installé stratégiquement dans une zone Hutu pour renforcer sa légitimité temporaire dans le nord de Kalehe.

Les groupes armés sont toujours liés à leur environnement social, politique et économique plus large. Ils partagent un espace géographique et politique avec d'autres acteurs avec lesquels ils sont en concurrence ou unissent leurs forces dans leur quête de pouvoir et d'influence. Le repositionnement qui s'ensuit est renforcé par la transition politique actuelle. Ce rapport souligne donc la nature politique de la dynamique sécuritaire et de la (dé)mobilisation dans le nord de Kalehe. Les groupes armés sont connectés à des réseaux de patronage plus larges et, tout comme les entrepreneurs politiques et autres leaders, ils tentent de saisir les opportunités politiques telles que la prise de fonction du président Tshisekedi. Comme les politiciens, ils participent à la politique électorale et post-électorale de la RDC, en essayant toujours de renforcer leur propre influence. En outre, les groupes armés sont profondément liés aux conflits historiques autour du foncier et du pouvoir, ainsi qu'aux politiques d'appartenance dans l'Est du Congo.

Dans la mesure où les groupes armés du nord de Kalehe constituent des phénomènes hautement politiques, ils doivent être traités à travers une approche politique. Si les efforts de stabilisation récents ont donné des résultats intéressants dans le nord de Kalehe, ces efforts ne sont pas suffisants pour s'attaquer aux principaux moteurs du conflit. Ils devraient donc être renforcés pour former une vision à long terme, inclusive et participative de la paix et de la stabilité à Kalehe. Une telle vision devrait être déployée en synchronisation avec un nouveau DDR à l'échelle nationale qui pourrait s'inspirer des projets CVR et se concentrer sur une action flexible et efficace afin d'éviter des échecs tels que les tentatives de reddition de Ngubito et Shukuru. Si l'on veut mettre fin au recyclage des combattants et à leur retour cyclique dans les groupes armés, le futur DDR doit passer d'une approche

individualiste et technique à la prise en compte des dimensions sociales et politiques collectives de la mobilisation des groupes armés. Enfin, même si les opérations du CNRD ont pu avoir un certain impact positif, le rapatriement ou la réinstallation des réfugiés et combattants étrangers nécessitera une clarification des orientations politiques entre la RDC et le Rwanda, et devra prendre en compte la perspective des communautés affectées par la présence de groupes tels que le CNRD.

Action pour la Paix et la Concorde (2009): *Analyse de contexte du Territoire de Kalehe*. APC, Bukavu.

Action pour la Paix et la Concorde & Life & Peace Institute (2012): *Conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de Kalehe*. APC/LPI, Bukavu/Uppsala.

Vlassenroot, Koen; Mudinga, Emery & Musamba, Josapaht (2020): *Between two spaces: armed mobilization and circular return in eastern DR Congo*. Journal of Refugee Studies, online first.

Hoffman, Kasper; Mudinga, Emery & Vlassenroot, Koen (2016): *Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu*. Rift Valley Institute, London.

Hoffmann, Kasper & Vlassenroot, Koen (2014): *Armed groups and the exercise of public authority; the case of the Mai-Mai and Raya Mutomboki ok Kalehe, South Kivu*, in *Peacebuilding*, 2(2): 202-220.

Human Rights Watch (2009): *Vous serez punis. Attaques contre les civils à l'est du Congo*. Human Rights Watch, New York.

Life & Peace Institute (2006): *Analyse des dynamiques de cohabitation avec groupes armés FDLR à Bunyakiri, Hombu Nord, Hombu Sud et Chambucha*. LPI, Uppsala.

Mulumbi Lebon (2014): *Le Mouvement Mai-Mai Kirikicho est sous les murs et sa tentative d'intégration dans l'armée congolaise est toujours un échec*. APDHUD, Bunyakiri.

Paddon, Emily & Lacaille, Guillaume (2011): *Stabilising the Congo*. Refugee Studies Centre, Oxford.

Stearns, Jason (2013): *PARECO. Land, Local Strongmen and the Roots of Militia Politics*. Rift Valley Institute, London.

UN Security Council (2019): *Final Report of the Group of Expert on DR Congo*. United Nations, New York

Vlassenroot, Koen (2013): *South Kivu. Identity, Territory and Power in Eastern Congo*. Rift Valley Institute, London.

THE INSECURE LIVELIHOODS SERIES

